

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

PÓŁROCZNIE..... 16 fr.

ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAÎSSANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger:

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Si l'on VEUT que l'ALLEMAGNE reprenne TOUTES SES FORCES POUR ATTAQUER LA FRANCE dans quelques années, qu'on lui LAISSE LA HAUTE-SILÉSIE!

DE L'IMMIXTION

Il est admis de dire, qu'il ne faut pas s'immiscer dans les affaires de son voisin. Mais ce principe de la diplomatie moderne est une arme à deux tranchants. Un gouvernement, aux visées impérialistes, qui s'infiltrer peu à peu dans une sphère d'influence étrangère, s'installe par la ruse et l'intrigue dans cette nouvelle bergerie, et clame comme Mac-Mahon à Malakoff : « J'y suis, j'y reste », est un gouvernement très dangereux. Il faut s'en méfier et lui défendre toute immixtion dans les affaires intérieures de tous les pays.

Mais n'oublions pas qu'il existe aussi des principes de solidarité inviolables. Si, voyant brûler la maison de votre voisin, vous ne courez pas à son secours, et que vous vous croisez les bras, en répétant égoïstement : « il ne faut pas s'immiscer dans les affaires d'autrui », le feu atteindra bientôt votre toit et vous brûlerez avec votre voisin. En principe il ne faut pas se désintéresser des faits et gestes de la nation voisine, se confiner dans sa « tour d'ivoire » sans s'intéresser à la création et la stabilisation de situations graves, car le réveil risqué de devenir tragique...

Les nations civilisées devraient avoir, tout comme les gens bien élevés, un code de savoir-vivre. De même qu'il y a plusieurs façons de vider une querelle — on la vide tout autrement dans une gargote ou un estaminet et dans un salon mondain — de même il faudrait créer entre les gouvernements des rapports, basés sur des principes d'une civilité raffinée et d'une sévère moralité. Tout gouvernement qui ne souscrirait pas à ce savoir-vivre devrait être mis au ban de la société des nations...

Car on a l'habitude de dire, que les guerres existeront toujours, et ceux qui rêvent à une humanité sans guerre ne sont que des utopistes, des idéalistes et des sots. Or, il faudrait s'entendre tout d'abord sur la signification du mot « guerre ». Si par « guerre » vous voulez dire : querelle entre deux peuples, il va sans dire que les guerres qui sont des querelles entre deux peuples, existeront toujours. En admettant même, que par un concours de circonstances tout à fait extraordinaire, il ne restait que deux hommes sur notre globe, encore ne faudrait-il pas désespérer qu'ils ne se rencontrassent pas un jour pour se quereller. Tant qu'il y aura des hommes, il y aura des querelles, c'est entendu. Mais, si par le mot « guerre », vous comprenez la manière de vider une querelle, la façon de trancher une situation complexe ou inextricable, on peut varier à l'infini la façon de procéder.

C'est donc en pensant à l'évolution de toute l'humanité vers une civilisation de plus en plus raffinée — à quoi devraient tendre toutes les facultés de chaque homme raisonnable — qu'on peut espérer qu'un jour viendra où les peuples, comme les individus, videront leurs querelles autrement que comme des apaches, des portefaix ou des bolcheviks. Mais, pour y arriver, il ne faut pas craindre de s'immiscer dans les affaires intérieures des nations, de suivre avec

attention le processus de leur évolution, de les guider à l'aide de bons conseils et de les attacher au catéchisme du savoir-vivre, dont le nom seul suffirait à intimider le bolchevik ou l'apache qui voudrait y introduire ses manières sauvages, c'est-à-dire la guerre.

Seulement il faut que cette union des nations civilisées soit assez forte pour constituer une majorité, qu'elles puissent prouver leur force par des arguments palpables et qu'elles donnent l'exemple d'une parfaite entente.

Et la guerre, de même que jadis le cannibalisme et les instruments meurtriers de l'âge de pierre, devrait être reléguée dans les archives poudreuses d'antiques bibliothèques, ou dans les musées par de sages et prudentes mesures.

Et une de ces mesures essentielles serait justement l'immixtion dans les affaires intérieures de tous les pays et un contrôle altruiste et minutieux des mesures à prendre pour le bien de la communauté.

Rien ne sert de se laver les mains comme Pilate en répétant qu'on ne peut pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays. Cette politique égoïste amène inévitablement des catastrophes. C'est en travaillant, au contraire, en commun à l'éducation politique de tous les peuples que l'Europe préparera un avenir meilleur.

Malheureusement en France on pêche trop par ignorance des faits et gestes de ses voisins. La France, qui aurait dû toujours guider toutes les nations, en sa qualité de fille aînée de l'Eglise, a, cependant, suivi la Russie au lieu de la précéder pendant vingt-cinq ans. Marianne aurait dû, pourtant, conduire l'ours moscovite et non pas le suivre à la dérive. L'alliance franco-russe aurait été tout autre au grand avantage du monde entier. Nous n'aurions pas vécu ce cauchemar d'une Moscovie dirigeant la patrie de Clovis, de saint Louis et de Jeanne d'Arc ; d'un Stessel, vil ivrogne, sableur de champagne et traître, érigé, en France, en héros national, et recevant un sabre d'honneur du peuple entier ; nous n'aurions pas vu Déroulède s'embrasser avec Kaskoff, le plus ignoble des persécuteurs de tous les catholiques, celui qui ne manquait pas un jour d'imprimer dans son journal — *le Sviet* — les plus abominables blasphèmes contre l'Eglise romaine !

Et tous ces déboires d'une malheureuse alliance auraient été épargnés si la France n'avait pas exagéré sa délicatesse, et si elle avait voulu s'immiscer dans les affaires intérieures de son alliée, qu'elle ne connaissait guère. En prêtant son or, la France aurait dû poser des conditions de réformes intérieures, qui auraient civilisé ce grand empire et l'auraient préparé à entrer dans la société des nations civilisées.

Quant à la Pologne, puisqu'elle est destinée par sa situation géographique à être toujours la voisine la plus proche de Moscou et puisqu'elle a prouvé par ses traditions et son histoire, qu'elle peut être un facteur très puissant de civilisation chrétienne dans l'est européen, rendez-lui donc son pouvoir d'influence d'avant 1772 et vous rendez en même temps un signalé service à la cause de l'extension civilisatrice des peuples dans la société des nations !

C. DE IZYCKI.

L'INDUSTRIE DES PÉTROLES EN POLOGNE

Depuis 1919, l'industrie des pétroles en Pologne traverse une crise qui s'est singulièrement aggravée pendant la guerre et au cours des luttes entre Polonais et Ukrainiens où tous les travaux de recherches ainsi que de forage ont été abandonnés, mais elle semble aujourd'hui sortie de cette impasse.

Le gouvernement polonais, représenté par l'*Office du Pétrole*, entoure l'industrie pétrolière de toute sa sollicitude. Il a soin d'assurer aux producteurs des prix de vente rémunérateurs. leur facilite l'acquisition de machines, outils, matériaux de construction et veille enfin à ce que le bassin pétrolifère soit convenablement ravitaillé. Dans ces conditions, il est probable que la production ne cessera pas d'augmenter. Le prix de 180 marks les 100 kilogs en 1919 a dû, en raison de la hausse générale, être porté à 300 marks pour l'intérieur et à 1.000 marks pour l'exportation. Très importante est la question des machines et des outils : avant la guerre, on les importait de Bohême, de Haute-Silésie et, en très petite partie, de Suède. Actuellement, les difficultés d'importation constituent le principal obstacle au forage de nouveaux puits ou à la remise en état de ceux détruits pendant les hostilités. C'est pour cette raison que beaucoup de terrains pétrolifères extrêmement riches restent inexploités. Il en résulte que tout l'avenir de l'industrie pétrolière polonaise dépend du sort de la Haute-Silésie, dont le rattachement à la Pologne peut seul assurer l'outillage indispensable à cette exploitation.

La production a donné les résultats suivants :

	En 1919	de janvier à mai 1920
Benzine, pétrole, huile lourde, goudron.....	2 532.808 quint.	2.277.014 quint.
Paraffine.....	109.814 —	197.313 —
Déchets.....	1.219.830 —	1.608.325 —

La production par mois a donc plus que doublé depuis le début de cette année et l'exportation a suivi la même augmentation, puisque de 6.309 wagons-citernes en 1919 représentant une valeur de 239.973.000 marks polonais, elle est passée à 6.791 pour les quatre premiers mois de 1920 (valeur : 266.184.200 marks polonais).

Le gouvernement de Varsovie est surtout préoccupé pour l'instant de développer les travaux de forage et la production de pétrole brut ; cette double tâche ne pourra être menée à bonne fin, puisque c'est avant tout une question d'outillage, que par la réintégration à la Pologne du bassin industriel de Bytom-Katowice.

En ce qui concerne l'exportation, le gouvernement polonais a élaboré un plan de tra-

vail avec l'intention de former une organisation groupant les producteurs de pétrole brut, les raffineurs, les représentants de l'Etat et de l'industrie. L'impôt sur l'exportation qui est de 40 0/0 de différence entre le prix de l'intérieur et celui convenu par contrat pour l'exportation, est prévu dans le budget pour une somme de 200.000.000 marks polonais.

Si la désannexion de la Haute-Silésie peut seule assurer à la Pologne l'outillage indispensable au développement de son industrie pétrolière, seul le libre usage du port de Dantzig, garanti d'ailleurs à la Pologne par le traité de Versailles, peut donner à cet Etat la faculté d'exporter sans encombre son pétrole. Avant 1914, le pétrole et ses sous-produits étaient acheminés de Pologne autrichienne (Galicie) en Bohême, en Allemagne et, à travers l'Allemagne, en France. Entre temps, l'importance du pétrole comme combustible a décuplé. De 1914 à 1919, la production en automobiles a augmenté de 311 0/0 et dans le même laps de temps, celle du combustible pour les moteurs n'a augmenté que de 166,50/0; il faut ajouter que, non seulement pour les bateaux, mais également pour les chemins de fer, le combustible liquide remplace de plus en plus le charbon. Il est donc de toute nécessité que la Pologne ne soit pas obligée d'acheminer son pétrole par l'Allemagne. Or, contrairement aux stipulations du Traité de Paix attribuant à la Pologne l'usage de toutes les installations maritimes de Dantzig, la ville a loué à *The United Baltic Corporation Limited* les citernes du port. Cette société anglaise a proposé au gouvernement polonais de les lui sous-louer, mais celui-ci a nettement refusé. Nos amis de Varsovie ont été sagement inspirés. S'ils le jugent nécessaire, ils feront construire à Dantzig de nouvelles citernes, mais considérant que la situation actuelle de ce port constitue une violation des droits reconnus à la Pologne par le Traité de Versailles, ils n'accepteront jamais que le haut commerce britannique soit sur les marchés européens le maître absolu d'un des produits du sous-sol polonais.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que la société Nobel frères dispose déjà de la flottille nécessaire pour le transport par voie fluviale jusqu'à la mer du pétrole des gisements des Carpathes. Actuellement ce transport ne peut pourtant commencer qu'à partir de Varsovie, où se trouvent les appareils permettant de transvaser le pétrole des wagons-réservoirs directement dans les bateaux-citernes, que des remorqueurs conduiront ensuite en aval de la Vistule. Ces installations se trouvent à Pelcowizna sur les bords mêmes de ce fleuve. Elles se composent d'un réservoir de grandes dimensions et de deux conduits genre pipe-lines d'un kilomètre de longueur chacun, dont un mobile. Pendant l'occupation de la Pologne par les troupes allemandes, les installations de Varsovie ont été endommagées et celles de Kalisz complètement détruites. A l'avenir, les bateaux-citernes seront remplis à Zawichost, à Sandomierz ou à Szczucin sur la Vistule ou même à Lezajsk sur le San, ce qui abrégera considérablement le trajet par chemin de fer au profit de la voie fluviale. A Dantzig, d'où le pétrole polonais sera expédié à l'étranger, les frères Nobel possèdent deux grands réservoirs ainsi que des pipe-lines de la Vistule au port et toutes les installations nécessaires.

Quant à la benzine, elle n'est soumise en Pologne à aucune taxation, mais les raffineries ne peuvent en laisser sortir qu'en vertu de licences délivrées par *l'Office du Pétrole*. Celui-ci en autorise actuellement la vente à chaque commerçant de 1.000 kilogs au maximum. Par contre, la vente directe et sans limitation est autorisée aux consommateurs pour les usages techniques et les besoins de l'agriculture. Le manque de benzine sur le marché provient surtout de la consommation faite par l'armée en grandes quantités. On emploie pour les moteurs l'huile obtenue comme sous-produit à la fabrication du gaz. Le prix élevé de la benzine provient d'abord de ce que les commerçants l'emmagasinent dans l'attente de la hausse et ensuite de la cherté du

transport des régions pétrolifères à Varsovie (100 marks polonais pour 1.000 kilogs).

Les considérations qui précèdent démontrent la vitalité économique de la Pologne. Elles prouvent aussi que M. John Maynard Keynes, membre expert de la Délégation britannique de la Paix, a travesti la vérité en écrivant dans son livre cette grossière erreur que « la Pologne, sans autre industrie que les pogroms, est une impossibilité économique ». L'avenir commercial et industriel de ce pays a d'autres ressources, heureusement pour lui.

MAURICE TOUSSAINT.

Séance du Conseil Municipal de Verdun

du samedi 5 février 1921

Rapport de M. SCHLEITER, premier Adjoint.

Messieurs,

Comme beaucoup d'autres Villes, Verdun peut songer à reconnaître les services éminents rendus à la Cité par une manifestation publique et durable de sa gratitude, en conférant à certaines personnalités le titre de citoyen d'honneur de la Ville. Verdun, en raison du rôle symbolique qui lui échet pendant la grande guerre, en raison aussi de l'immensité du désastre et des sympathies qui lui sont témoignées, a, peut-être plus que d'autres Villes, l'obligation de songer à créer ce titre respecté et envié de citoyen d'honneur de la glorieuse Cité.

Mais un autre titre, plus spécial, surnage de notre vieille histoire locale si intéressante, qui donnerait au titre à créer une saveur de terroir, un reflet de notre petite histoire, utile à conserver et à mettre en valeur. — C'est celui de *Citain de Verdun*.

Qu'était jadis ce titre? Que signifiait-il?

Il est assez difficile de préciser l'époque à laquelle les bourgeois de Verdun se donnèrent une constitution municipale, appelée Communauté ou Commune. — Mais il est historiquement établi que, dès la première moitié du XII^e siècle au moins, la Cité avait un droit et une coutume particulière, une administration municipale, communale.

Les événements de la fin du XII^e siècle et ceux du XIII^e firent arriver au maniement des affaires municipales toute une classe qui en avait été écartée jusque-là, celle des bourgeois ou citains de la Ville.

Presque tous les actes administratifs de la commune de Verdun au XIII^e siècle émanent de « l'université des citains ».

Plusieurs chartes semblent distinguer les citains (cives) des bourgeois (burgenses).

Au XIII^e siècle, la distinction n'existe pas, et dans les actes privés, ceux des notaires en particulier, la très grande majorité des habitants prend le titre de citain.

Au XIV^e siècle, la distinction s'affirme, on appelle citains ceux qui font partie d'un lignage; les citains avaient des privilèges particuliers, eux seuls pouvaient prétendre aux charges municipales.

Laissant de côté ces nuances, il reste que les citains de Verdun furent, à l'origine de la communauté verdunoise, les meilleurs, les plus dévoués, les plus habiles, les plus estimés d'entre les habitants de la Ville, ceux à qui les autres remettaient la direction des affaires communes.

Et dès lors, quel plus beau titre à donner à ceux que le Verdun en ruine d'aujourd'hui veut honorer! Citains de Verdun, c'est les rattacher en droite ligne à ceux qui firent jadis de notre Ville,

une vaillante petite République dont l'histoire n'est pas dépourvue de grandeur.

J'ai donc l'honneur, Messieurs, de proposer à votre approbation la résolution suivante :

Création du titre honorifique de

« CITAIN DE VERDUN »

Le Conseil Municipal décide de reconnaître les services éminents rendus à la Ville, à la France ou à la Civilisation en conférant le droit de Cité aux personnalités ayant rendu de tels services, et en leur décernant le titre de « Citain de Verdun ».

Ce titre ne pourra être conféré que sur proposition de la Municipalité dûment motivée, par un vote du Conseil Municipal émis à la majorité des 3/4 des membres présents.

Il donnera lieu à l'établissement d'un brevet spécial revêtu du grand sceau de la Ville.

L'an mil neuf cent vingt et un, le cinq février,

Le Conseil Municipal de Verdun réuni en séance extraordinaire,

Sur la proposition de la Municipalité,

Attendu que le maréchal Pétain a assumé dans des conditions particulièrement critiques la défense de la Cité;

Que, dès le début, et malgré la gravité de la situation, il n'hésita pas à dire que l'ennemi « ne passerait pas » et qu'il fit en sorte de justifier cette affirmation, évitant à la Ville la flétrissure d'une occupation ennemie;

Décide :

M. le maréchal Pétain est nommé Premier Citain de Verdun.

Le Maire de Verdun est chargé de l'exécution de la présente délibération.

L'an mil neuf cent vingt et un, le 5 février,

Le Conseil Municipal de Verdun, réuni en séance extraordinaire;

Sur la proposition de la Municipalité;

Considérant,

Que la Pologne a héroïquement combattu aux côtés des Alliés et contribué à la Victoire finale,

Que la Pologne, comme la Lorraine, est aux Marches de la Civilisation et symbolise le même idéal,

Se souvenant, d'autre part, des étroites relations qui ont uni jadis la Lorraine et la Pologne, qui ont eu le même souverain, dont le souvenir n'a pas disparu encore;

Décide :

M. le maréchal Pilsudski, Chef de l'Etat de la Pologne, est nommé Citain de Verdun.

Le Maire de Verdun est chargé de l'exécution de la présente délibération.

ECHOS ARTISTIQUES

= Grand gala franco-polonais.

Nous rappelons que c'est dimanche prochain 20 février à 2 heures précises qu'aura lieu à Enghien-les-Bains, dans la salle des fêtes de la mairie, le Grand Gala franco-polonais offert par la municipalité au profit des Orphelins de Guerre et de la Croix-Rouge polonaise et organisé par M^{lle} Nelly Eynols qui a pris à cœur, et nous ne pouvons que l'approuver avec reconnaissance, la divulgation de l'art polonais en France.

Nous invitons chaleureusement tous nos amis et lecteurs à prendre part à cette réunion qui s'annonce sous le jour le plus favorable et qui est placée sous la présidence d'honneur du Ministre de Pologne et de Madame la Comtesse Zamoyka, de Messieurs les Consuls de Pologne et des Maires d'Enghien et de Montmorency. Les habitants d'Enghien, soucieux de bien recevoir leurs hôtes, se préparent à pavoiser toute la ville aux couleurs franco-polonaises.

Voici en quelques mots, le programme de cette matinée : Causerie sur la Pologne par Georges Bienaimé ; partie artistique finement choisie grâce au concours de célèbres artistes polonais et français.

LA CONSTITUTION POLONAISE

Un grand acte politique est en train de s'accomplir en Pologne. La constitution de la République polonaise sera votée et promulguée bientôt.

Il y a près de deux ans que la première Diète de la Pologne nouvelle a été élue, et depuis deux ans cette assemblée nationale constituante s'est donné la mission d'élaborer et de voter une constitution pour l'Etat polonais.

Sans doute, cette constitution serait-elle votée depuis longtemps, si la Diète n'avait été détournée de sa besogne essentielle par de multiples soucis. Dans le nouvel Etat polonais *tout était à faire* : administration, justice, finances, armée. La Diète a dû suffire à tout. C'est une considération que l'on ne doit pas perdre de vue quand on veut juger sainement du rôle de la première Diète polonaise.

* * *

La constitution politique de l'Etat polonais ressuscité revêt la forme républicaine. On n'en sera pas surpris. Pendant les deux derniers siècles de son indépendance, la Pologne fut proprement une *république* dont le chef élu portait le titre de roi, mais sans avoir en aucune façon le pouvoir absolu dont jouissaient les rois de France, ni surtout les trois autocrates voisins de la Pologne qui se partageaient ses dépouilles.

La Pologne forme donc une république. Mais cette république, quelle épithète faudra-t-il lui donner ? Aristocratique, oligarchique ou démocratique ? Bourgeoise, capitaliste ou prolétarienne ? Socialiste, collectiviste, communiste ?

La Diète constituante polonaise avait à choisir entre la démocratie sincère et la démocratie prétentieuse. Elle s'est sagement tenue à la démocratie raisonnable.

Telle qu'elle s'annonce, la Constitution polonaise est susceptible de donner à la Pologne un gouvernement stable et des institutions politiques modernes. La République polonaise représente dès maintenant une grande société démocratique, imbue de l'esprit politique des grands Etats de l'Europe occidentale et digne de prendre place parmi eux.

L'Angleterre et la France ont souvent servi de modèles aux rédacteurs de la Constitution polonaise ; mais c'est surtout la constitution française que la Pologne a voulu imiter. C'est ainsi que le pouvoir législatif appartiendrait à deux assemblées et non pas à une seule ; que le Chef de l'Etat sera élu par ces deux assemblées et non par le peuple.

Le système des deux chambres provoqua de grandes discussions, discussions qui sont tout à l'honneur d'un peuple vivement passionné par les graves questions qui intéressent son avenir. On vit la capitale et d'autres villes de la Pologne manifester pour et contre le Sénat.

Il m'a été donné d'assister à ces manifestations populaires à Varsovie, en octobre dernier. Je dois dire qu'elles se sont passées sans désordre et sans violence. Les manifestations parisiennes m'avaient habitué à moins de calme ; j'en fus agréablement surpris.

Les adversaires du Sénat disaient que cette assemblée « réactionnaire » empêcherait ou retarderait les progrès sociaux ; que le Sénat français en était la preuve, et que cette assemblée était toujours en retard de trente ans sur la Chambre française.

A quoi les partisans du Sénat répondaient que le Sénat polonais pourrait être élu de façon plus démocratique que le Sénat français (lequel est élu par un suffrage très restreint) et que de la

sorte il exprimerait mieux que le Sénat français les aspirations démocratiques de la nation.

Certains membres de la Diète remarquaient d'ailleurs qu'à l'heure présente, le Sénat français est sans doute moins « réactionnaire » que la Chambre.

Aussi fut-il décidé que la constitution polonaise comporterait deux Chambres élues par un scrutin très largement démocratique.

Déjà, la Diète constituante a été nommée par un corps électoral beaucoup plus nombreux que celui que l'on trouve en France. Non seulement tous les hommes âgés de plus de vingt ans sont électeurs, mais aussi les femmes. Ainsi le sexe faible a obtenu immédiatement, en Pologne, un avantage que la France jusqu'à ce jour lui refuse.

Il convient de dire que l'accès des femmes polonaises aux urnes électorales n'a produit aucune révolution en Pologne, ni même aucun résultat grave.

Dans les masses paysannes où l'instruction est encore peu répandue (surtout dans les provinces soumises à la barbarie russe), c'est un fait connu que la femme polonaise vaut souvent mieux que son mari. « L'infirmité du sexe » n'est pas appréciable en Pologne.

La démagogie bolcheviste qui a d'ailleurs peu de succès en Pologne, est à peu près inconnue parmi les femmes et nous ne serions pas surpris que les suffrages féminins constituent dans les élections prochaines un élément pondérateur appréciable.

Mais si les électeurs des deux sexes sont appelés à nommer les députés et les sénateurs, on n'a pas voulu qu'ils fussent chargés du soin d'élire le Chef de l'Etat. L'exemple de la grande république américaine était bien tentant, et nombre de députés de la Diète auraient voulu que le président de la République polonaise fût élu comme le président des Etats-Unis.

Il n'en sera rien et nous ne pensons pas qu'il faille s'en plaindre. Les Etats-Unis sont une chose, la Pologne en est une autre. L'énorme agitation politique qui se déchaine en Amérique tous les quatre ans et qui dure de longs mois, n'est pas désirable dans une Pologne nouvelle, où le besoin de paix sociale se fait sentir si profondément.

Les pouvoirs du Chef de l'Etat en Pologne ne seront pas aussi larges que ceux du Président des Etats-Unis. Mais combien d'Américains — et des meilleurs — qui regrettent aujourd'hui que la Constitution des Etats-Unis ait donné tant de pouvoir à M. Wilson ?

* * *

Au surplus, il convient de ne pas exagérer l'importance de la constitution dans un Etat démocratique, étant donné que cette constitution est toujours revisable.

La constitution française de 1875 a été conçue dans un esprit conservateur indéniable. Elle n'a pas empêché la république de créer l'enseignement laïque et obligatoire ; de réduire considérablement la durée du service militaire, et de donner à la France une législation sociale bien-faisante pour les travailleurs.

L'Allemagne, d'autre part, malgré l'esprit autoritaire de la constitution impériale, a établi une législation sociale encore plus large que celle que l'on trouve en France.

Les constitutions ne sont qu'un cadre que l'on impose à l'œuvre politique et sociale ; cette œuvre peut varier à l'infini dans les limites de ce cadre.

La République polonaise s'est donné le cadre ; il lui reste à poursuivre et à compléter son œuvre.

GEORGES BIENAIMÉ.

BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)

= La propagande communiste à Dantzig.

Devant le parlement de Dantzig, des individus qui n'ont pas été identifiés, ont lu, devant une foule nombreuse, une lettre ouverte adressée par le parti unifié communiste allemand, appelant la destruction de l'organisation capitaliste et la fondation d'un gouvernement du prolétariat appuyé sur des conseils ouvriers. Cette propagande se faisait ouvertement en plein jour.

= La journée de 12 heures dans la Russie bolcheviste.

La presse russe annonce que dans plusieurs cas, la journée de 12 heures de travail a été déclarée obligatoire en Russie soviétiste. A Tsaritsin, les usines métallurgiques travaillent 12 heures par jour et leur production est des plus satisfaisantes.

= Les sionistes de Pologne et le plébiscite.

Au cours d'un meeting d'étudiants à Varsovie, le représentant sioniste a déclaré que la jeunesse israéliite est prête à donner sa pleine collaboration à la Pologne dans le plébiscite de la Haute-Silésie, car la victoire de la Pologne sera la victoire de l'idée démocratique de la libre disposition des nations.

= Les députés allemands à la Diète polonaise.

Les députés allemands à la Diète polonaise ont organisé une assemblée de leurs électeurs à Graudenz (Grudziadz). Dans leurs discours, ils ont constaté que le gouvernement polonais garde une attitude absolument loyale envers les citoyens polonais de langue allemande. Ils ont invité leurs co-citoyens à collaborer franchement aux affaires de l'Etat polonais. Les mêmes députés ont constaté que pendant la dernière invasion bolcheviste en Pologne, les Allemands ont nué considérablement à la cause de l'Allemagne par des délits, dirigés contre l'Etat polonais.

= Les bolcheviks organisent la baisse du change polonais.

On annonce l'arrestation à l'hôtel « Bristol » de deux agents bolcheviks qui organisaient la baisse du change polonais au moyen de la « Bourse noire ».

= Les négociations de Riga.

Une Déclaration de Joffe.

Joffe a déclaré au journal « Nowyye Peuti » que les Soviets étaient prêts à signer la paix dans un délai de cinq jours. Joffe estime que les Soviets ont fait le maximum de concessions qu'il était possible, et de ces conditions, il exclut la promesse faite par la France à la Pologne de lui venir en aide dans le cas d'une guerre avec la Russie.

« Aucun pays, dit Joffe, ne peut forcer la Russie à accepter des conditions impossibles et si la Pologne ne demande pas de nouvelles concessions, la paix pourra être signée très prochainement. »

Les principaux points en litige.

Les points essentiels qui font l'objet des discussions actuelles sont les suivants :

1° Question de l'or. — La Pologne exige 83 millions en or, alors que les Soviets proposent 20 millions de valeurs équivalentes.

2° Matériel roulant. — La Pologne demande 500 locomotives ou une somme équivalente en roubles d'or. Les Soviets acceptent le chiffre de 300 locomotives avec certaines restrictions quant à la modalité du paiement.

Enfin les Soviets refusent de signer l'accord concernant les prisonniers si le terme de l'armistice n'est pas prolongé de six semaines.

= Les bolcheviks et le plébiscite de Wilno.

Un radio de Monaco annonce que le gouvernement des soviets aurait consenti à l'entrée de détachements militaires des Etats neutres dans le territoire plébiscitaire de Wilno. Les soviets ont déclaré néanmoins qu'ils ne toléreront pas la présence de troupes françaises et anglaises, mais qu'ils n'élèveront pas de protestation contre l'arrivée de troupes américaines et italiennes.

= Les aspirations des Lithuaniens de Wilno.

Les conseils populaires du pays ont voté une résolution affirmant le désir de l'immense majorité de la population d'être réunie à la Pologne, exigeant que la consultation populaire soit faite sous le contrôle des troupes de Zeligowski. Une délegation spéciale partira bientôt pour Varsovie.

= Encore un dépôt d'armes secret.

Un dépôt d'armes a été découvert dans un passage souterrain du fort de Königsberg. Il recelait 750 mitrailleuses.

PAMIĘTAMY

Ze GÓRNY ŚLĄSK jest prastarą piastowską dzielnicą, podstępem i przemocą wydartą Polsce.

Ze mieszka tam 1,200,000 Polaków, którzy stanowią 70% ludności miejscowej.

Ze lud polski na ŚLĄSKU po długich mękach niewoli i ucisku pragnie wyzwolenia, a pomocy w ciężkiej walce, którą z odwiecznym wrogiem prowadzi, oczekuje od nas.

Ze stwierdził on niezłomną wolę swoją połączenia się z macierzą polską w bohaterskich walkach krwią własną.

Ze jednak mimo wszystko, wola ludności może być sfalszowana, do czego dopuścić nie wolno.

Wychodząc z tego założenia, że nie wolno nam obojętnie patrzeć na zmagania się GÓRNOŚLĄŻAKÓW z hydrą niemiecką, że ociągając się nie wolno nikomu POLONIA wzywa wszystkich rodaków do składania ofiar na plebiscyt, które następnie prześlemy do Komitetu Górnego Śląska w Warszawie.

Ofiary przyjmuje Administracja POLONII, 3 bis rue La Bruyère, Paris IX.

MEMENTO

Za Danusią! Zbyszku!

Pamiętamy wszyscy ową wspaniałą scenę pojedynku Zbyszka z Krzyżakiem z Sienkiewicza arcydzieła. Kto z nas z zapartym oddechem nie śledził każdego momentu owej walki? Kogo lęk nie zbierał w chwilach, kiedy Krzyżak zdawał się brać górę, komu serce nie zamario — z radości — kiedy z ław, gdzie zasiadł dwór, wydarł się głos niewieści: «Za Danusią, Zbyszku!» Ten okrzyk, rozpacznej wściekłości był okrzykiem zwycięstwa!

Bo się Zbyszko na ten głos zebrał w sobie i za chwilę krzyżackie ramię, co tyle zbrodni za życia dokonało, odleciało wraz z tarczą, odwalone od kadłuba potężnym ciosem polskiego miecza — mściciela!

Taki śmiertelny pojedynek toczy obecnie Polska z Niemcami o Górny Śląsk. Cała Europa z zaciekawieniem patrzy na walkę i czeka na wynik. Mamy wśród widzów przyjaciół i wrogów.

Za Zbyszkiem stał jego giermek, Czech Hlava. Ten, rozciągnąwszy na ziemi krzyżackiego pacholka, śledził teraz bacznie przebieg walki, ku wielkiemu niepokojowi Krzyżaka, azali zdraziecki Czech nie zajdzie mu z tyłu. Omylił się, bo Hlava zachował się po rycersku i podstępnie nie użył.

Spodziewajmy się i teraz, że się Czech nie spodli i zachowa obyczaj rycerski, choć fakty ostatnie zdają się mówić co innego, bo Czesi przesuwać szybko wojska ku granicy wschodniej.

Krzyżak, z którym potykał się Zbyszko, był łotrem, ale mimo to, w walce obyczaju rycerskiego przestrzegal. Jego dzisiejsi potomkowie zapomnieli dawno, co to rycerski obyczaj.

Tysiące rozstrzelanych dzieci, kobiet i starców w Belgji, zamordowanie miss Cavell, zburzone katedry francuskie, były wstępem do niezamkniętej księgi łotrostw niemieckich. W wal-

ce o Górny Śląsk używają wszelkich podstępów możliwych.

W Rydze ze swymi przyjaciółmi bolszewickimi przewlekają w nieskończoność rokowania pokojowe, w Prusach wschodnich, które sfalszowanym plebiscytem sobie przywłaszczyli, wyrzucają z siedzib polskich chłopów i pogromy na nich urządzają. W Gdańsku, którego jeszcze się nie wyrzekli, wyrzucają polskich księży z kościołów i zabraniają polskich nabożeństw, w Warszawie samej konsul niemiecki sieje pieniędzmi i kupuje głosy wątpliwych Górnoślązków. A już na samym Górnym Śląsku każdy dzień odkrywa nowe ich łajdactwa. Setki ukrytych składów broni i amunicji, fałszowane karty głosowania na imię żywych i dawno pomarłych Niemców ze Śląska, zbrojne napady na polskie biura, skrytobójcze morderstwa, to najjaskrawsze ich czyny, już zdemaskowane. Ileż takich, których jeszcze nie odkryto?

Ale to wszystko nie zapewni im zwycięstwa! Jak ów Krzyżak zbladł, posłyszawszy okrzyk: Za Danusią, Zbyszku! bo poczuł powiew śmierci, tak dziś Prusacy tracą dech, bo czują jeden okrzyk potężny, wydzierający się z piersi całej Polski.

«Za polskie dzieci, katowane we Wrześni, za wóz Drzymały, za wszystkie zbrodnie i łotrostwa, Gorze ci! krzyżackie, podle nasienie!

Zbledli jeszcze więcej, bo wraz z całym światem wiedzą, że z chwilą, kiedy pierwszy żołnierz niemiecki przekroczy polską granicę, tego samego dnia nastąpi wypowiedzenie wojny przez Francję.

A my wszyscy ufni w to przymierze, wytyśmy wszystkie siły w tej decydującej chwili dla tryumfu sprawiedliwości!

Śląsk był, jest i musi pozostać polskim!

K. Mir.

Marszałek Piłsudski na wielkiem pobjowisku pod Verdun

Po wspaniałych uroczystościach, któremi Paryż, a z nim cała Francja uczciły Naczelnika Piłsudskiego, a w jego Osobie Naszą Wskrzeszoną Polskę, o północy dnia 5 lutego specjalne pociągi opuściły Paryż, kierując się do Verdun: w jednym jechał Naczelnik z naszymi ministrami, ks. Sapiehą i gen. Sosnkowskim i ze świtą, a w drugim — p. Barthou, francuski minister wojny, marszałek Pétain, admirał Lacaze, p. Pannaffieu, francuski poseł w Polsce, i nasz w Paryżu, M. W. hr. Zamoyski, a także francuscy i polscy dziennikarze. Pociągi przybyły do Verdun około 7 g. rano. O g. 8 i pół r. rozpoczęła się ceremonia oficjalnego przyjęcia. Marszałek wychodzi ze swego wagonu otoczony ministrami i świtą; spotykają go p. p. Barthou, Pétain, i całe grono przedstawicieli miejscowych władz wojskowych i cywilnych. Dworzec wspaniale udekorowany francuskimi i polskimi chorągiewkami, zielenią, peron pokryty pasowym kobiercem, kompanja 132 pułku prezentuje broń, nad nią powiewa sławny zwycięski sztandar; muzyka gra nasz narodowy hymn... Chwila uroczysta i wzruszająca. Po krótkim powitaniu, Marszałek w gronie wszystkich obecnych wychodzi na plac przed dworcem i przy dźwiękach Marsyljanki obchodzi z marszałkiem Pétain i generałem Dupont zgru-

powane wojska Verdeńskiego garnizonu, przed sztandarem z głęboką czcią uchyla czoła.

Zajeżdżają samochody i wszyscy jadą do sławnej Verdeńskiej Katedry. Ranek chłodny i mglisty, ciężkie sprawiają wrażenie, ulice Verdun ze zrujnowanymi domami, dotychczas w wielu miejscach zawałone gruzami, ale obraz ożywia ludność pobudzona i rozciekawiona niezwykłym zjawiskiem i wojsko, rozstawione szpalerem na całym przebiegu samochodów dzisiejszych niezwykłych verdeńskich gości.

Przy wejściu do Katedry Marszałka wita biskup Mgr Ginisty, mówi o historycznej przyjaźni, która zawsze łączyła dwa bratnie narody, francuski i polski, i o nowym ich sojuszu, który ich złączy bliżej i będzie podstawą ich świetnej przyszłości, pokoju i pracy dla ludzkości.

Marszałek dziękuje biskupowi za prośbę słowa.

Wszyscy udają się na mszę. Dzwony biją uroczysto, podczas mszy, brzmią akordy «Boże coś Polskę!» Z katedry Marszałek z całym otoczeniem, udaje się do Ratusza, gdzie w wejściu wita go i pozdrawia mer Verdun, p. Robin. Marszałek dziękuje mu za serdeczne powitanie, wygłasza mowę, w której podkreśla, że tylko dobrzy obywatele mogą być dobrymi obrońcami ojczyzny i że mając tylko takich obrońców, ojczyzna może być pewna bytu i przyszłości, wspomina o słynnych walkach pod Verdun, o jego cierpieniach i ofiarach i w hołdzie Polski dekoruje miasto Verdun krzyżem *Virtuti Militari*, składając go na poduszce, na której już leży kilka podobnych odznak; błyskają

szable, wojsko prezentuje broń, przy dźwiękach Marsyljanki Marszałek schodzi z peronu i cały orszak udaje się na cmentarz, gdzie Marszałek składa wspaniałą wieniec na grobie bohaterów poległych za ojczyznę.

Z cmentarza orszak powrócił do Ratusza, gdzie na uroczystym posiedzeniu rady miejskiej marszałkowie Pétain i Piłsudski zostali mianowani honorowymi obywatelami miasta Verdun.

Gdy marszałkowie wychodzą z Ratusza, wojsko prezentuje broń, muzyka gra Marsyljanke tłumy witają ich okrzykami: *Niech żyje Polska, Niech żyje Francja*.

Tem się kończą manifestacje w Verdun i cały orszak samochodami jedzie, aby zwiedzić pole walk, to wielkie cmentarzysko, na którym poległo około miliona istot ludzkich (według statystyki 350 tysięcy Francuzów i 650 tysięcy Niemców).

Droga się pnie w górę nad Wąwozem Śmierci, naokoło dzikie urwiska i płaszczyzny, poorane pociskami, zawałone transe, resztki drutów kolezastych, w oddali widnieją wzgórza fortów Douaumont, Vaux, Tranchée des Baionettes, całe przestrzeżenie, dziś zamienione w pustynię, gdzie niegdyś były lasy i kwitnące wsi Bras, Fleury, Côte du Poivre. Orszak najprzód zatrzymuje się na wzgórzu Douaumont; tu marszałek Pétain opowiada Naczelnikowi historję (Tranchée des Baionettes). Kompanja z kilkudziesięciu ludzi miała iść do ataku, gdy około nich wybuchł pocisk, wyrzucił całą masę ziemi, która ich porzubała, pozostali tam ze swoimi karabinami, nad którymi sterczą najeżone bagnety. Ta niezwykła mogiła sprawia straszne, przynębiające wrażenie. Tu w piekielnym ogniu topniały prawie w oka mgnieniu całe pułki i dywizje.

Marszałek zwiedza *l'Ossuaire du Douaumont* (budynek, gdzie w trumnach przechowują się kości poległych, zebrane z pola walki); na tem miejscu ma być zbudowany pomnik, Marszałek kładzie swój podpis w złotej księdze.

Ztąd orszak jedzie na fort de Vaux, gdzie marszałek Pétain opowiada dalszy przebieg walki i jej zakończenie.

Przed opuszczeniem fortu Naczelnik zgromadza oficerów polskich i francuskich, którzy stają w szeregu. Wtedy Naczelnik zbliża się do mar. Pétain i po krótkiej przemowie zawieszmu na piersi krzyż *Virtuti Militari*.

Orszak powraca do Verdun, zwiedza Cytadelę — całe podziemne miasto, gdzie się chroniła ludność i garnizon podczas bombardowania fortecy.

O 1 g. po południu odbyło się pożegnalne śniadanie, wydane przez p. ministra Barthou w jego wagonie.

Odjazd wyznaczony na godzinę 3 po południu. Gdy Naczelnik wychodzi z wagonu ministra, otacza go grupa dziennikarzy francuskich i polskich. W imieniu ostatnich p. Szpotański żegna Naczelnika, składając mu hołd i życząc szczęśliwego przybycia do kraju.

O g. 3 i kwadrans pociąg rusza, przy dźwiękach polskiego hymnu i okrzykach: *Niech żyje Polska, Niech żyje Francja, Niech żyje Naczelnik Piłsudski*.

Wł. Milkuszye.

Verdun, 6 lutego.

PRZEMÓWIENIA PODCZAS POBYTU NACZELNIKA PAŃSTWA W PARYŻU

W PAŁACU ELIZEJSKIM podczas OBIADU d. 3 lutego.

Toast Prezydenta Milleranda

«Republika francuska odczuwa głęboką radość witania u siebie Naczelnika Państwa polskiego, którego osoba jest wobec całego świata niejako żywym świadectwem zmartwychwstania Polski. W okresie długiego męczeństwa, naród polski, którego ojczyznę rozdziarowali trzej wrogowie, szukał często schronienia na ziemi francuskiej. Podczas wielkiej rewolucji i w okresie, który po niej nastąpił, jak również podczas wielkiej wojny odziała polskie walczące bohatersko obok żołnierza francuskiego. Myśliciele polscy i francuscy służyli jednym ideałom. Nazwiska Michelet'a i Mickiewicza przyczyniły się do sławy Collège de France.

OD ZIEMI ŚLĄSKIEJ IDZIE ZEW...

Poczęty nad pralacką Odrą zew ten potężny huczy po wszystkich ziemiach polskich, od Bałtyku aż do Tatr, od Wielkopolskich grodów do opazielisk pińskich.

Czuwaj!

Czuwaj Polaku! czuwaj, ty, który «urodzony w niewoli, okuty w powiciu», wczoraj niewolny potomek wolnych pradziadów, dziś błogosławieństwa wolności dostąpiłeś.

Czuwaj, bo oto zły wróg z dziedzictwa piastowego najcenniejszy skarb chce sobie przywłaszczyć, byś w wielkiej rodzinie narodów, miast miejsce poczesne zająć, stał się niby nędzarz wydziedziczony.

Śląsk Górny — szczerą laską ziemią! Ślązacy — szczerą krew z krwi, kość z kości piastowej!

I oni, bracia nasi, mieliby w niewoli i pohańbieniu trwać, podczas gdy my wolnością odzyskaną radujemy się!...

Raczej nam wszystkim zginąć, raczej pod nowe pójść jarzmo, niżli zgodzić się na niedolę braci naszych i w gnuśnej bierności oczekiwać chwili, kiedy padnie tragiczne: «Zapóźno!...»

Czuwaj, Polaku!...

Do czynu! Do ofiar!

Od ziemi Śląskiej idzie zew, a cała Polska odzew dać mu winna:

«Czuwamy! wszystkim wysiłek ducha, myśli, energii, wszystko co posiadamy — dla Górnego Śląska».

Sprawa Polski była zawsze sprawą Francji. W czasie, kiedy konieczności polityczne zmuszały rząd francuski do zajęcia stanowiska pozornie obojętnego, opinia publiczna francuska zaznaczała tem goręcej sympatię i entuzjazm dla Polski. Przyszedł czas, kiedy narodowi francuskiemu dane było również zaznać groźbę rozbioru, jednak Traktat Wersalski przekreślił krzywdę Traktatu Frankfurckiego. Polska, od wieku przeszło wykreślona z liczby państw wolnych, zaledwie ponownie przyjęta do ich grona, ujrzała się zalana przez falę najeźdźców.

Energia i wiedza wojskowa wodza naczelnego, waleczność armii, bohaterstwo ochotników, zapal całego narodu zjednały Polsce zwycięstwo, usuwając niebezpieczeństwo, które zagrażało odrodzonej Rzeczypospolitej. W oczekiwaniu wyznaczenia granic w myśl słusznego wymagań Polski i zgodnie z wielkimi hasłami, których triumf gotowało zwycięstwo sprzymierzonych, Polska jąła się pracy nad odbudową wewnętrzną. Zadanie to było utrudnione przez długi okres niewoli i przez powikłania ekonomiczne, które zresztą odczuwa obecnie cały świat. Naród polski będzie mógł w swym gorącym patriotyzmie znaleźć źródła energii niezbędnej by trudności rozwiązać szczęśliwie.

Polska może w dalszym ciągu liczyć na pomoc Francji w czasie pokoju, tak jak mogła liczyć podczas wojny. Znamy, Panie Marszałku, Twoje cenne współdziałanie w sprawie zacieśnienia węzłów przyjaźni, łączących nasze kraje. ściśle związek pomiędzy Polską a Francją jest czynnikiem koniecznym do zapewnienia państwu naszym niezbędne bezpieczeństwo i warunków pomyślnego rozwoju. Prócz tego związek ten stanowi najpewniejszą gwarancję pokoju w Europie. Znanie Ci są, Panie Marszałku, uczucia jakie żywi naród i rząd francuski względem Polski. Jestem ich wiernym wyrazicielem, wznosząc kielich za szczęście i

pomyślność Polski, jak również na cześć szlachetnego patrioty i znakomitego Naczelnika Państwa, który prowadzi Polskę do wielkich przeznaczeń.

Toast Naczelnika Państwa.

«Jestem głęboko wzruszony serdecznymi słowami, wypowiedzianymi przez pana, panie prezydencie, oraz tak gorącym przyjęciem, jakiego doznałem na ziemi francuskiej. Widzę w tem nowy cenny dowód tradycyjnej przyjaźni, łączącej od wieków nasze kraje, przyjaźni, która w godzinach ciężkich prób utrwaliła się jeszcze więcej. Wspomniał pan, panie prezydencie, o bolesnych okolicznościach, które zmuszały niejednokrotnie patriotów polskich do opuszczenia kraju i szukania ratunku na obcej ziemi. Dążyli oni do Francji, byli bowiem pewni, że znajdą tu przyjęcie braterskie i serdeczną sympatię dla głoszonych przez siebie ideałów sprawiedliwości i wolności, które zawsze były również ideałami Francji. W imię tych ideałów synowie Polski zgomadzali się pod standardami napoleońskimi, w imię tych ideałów dokonali nadludzkich wysiłków, aby zrzucić jarzmo niewoli i w imię tych ideałów uczestniczyli we wszystkich walkach o wolność narodu.

W bolesnym okresie wojny 1870 roku wszystkie serca polskie z troską serdeczną śledziły etapy walki, z której Francja wyszła zraniona, lecz nie zwyciężona. Polska nigdy nie traciła nadziei, że nadejdzie dzień, w którym Alzacja i Lotaryngja, brutalnie oderwane od łona macierzy ojczyzny, powrócą do niej. Dzień ten nadszedł nareszcie, a był on tym samym, który przywrócił Polsce niepodległość, uświęconą przez traktat wersalski i przypiętą do historii najszlachetniejszą krwią francuską. Pełne chwały dni walk nad Marną i Izera, bohaterska obrona Verdun, są dokumentem, uświęcającym na zawsze niepodległość Polski, a jednocześnie pomnikiem nieśmiertelnej chwały dla działalności armii francuskiej i jej nieporównanych wodzów. Polska bezpośrednio po powrocie do niepodległości narażona była na nową inwazję. W tym momencie próby Francja pierwsza w myśl pańskiej, panie prezydencie, szlachetnej i przewidującej inicjatywy, przysłała Polsce z pomocą.

Serdeczność obu krajów oparta jest nie tylko na uczuciach głębokiej i dawnej przyjaźni, lecz również na ściślejszej łączności interesów. Pozwała to z ufnością podjąć olbrzymią pracę, która spada na Polskę, lecz przed którą naród polski nie cofnie się. Od pierwszych dni walk zaciętej o swój byt, Polska zmuszona była podjąć ciężkie zadanie zorganizowania się i konsolidacji wewnętrznej. Naród polski wykonywał niezmiennie to zadanie, w którym widzi najlepszy środek zjednania dla siebie szacunku, zyskania uprawnień granic i zapewnienia sobie niepodległości. Polska świadoma jest swego pokojowego i cywilizacyjnego postępowania, które jej przypadło na wschodzie Europy, a które odpowiada misji Francji na zachodzie. Polska wypełniać będzie swoje posłannictwo wytrwale i w coraz ściślejszym związku z Francją, pozostając wierną wielkim zasadom, które prowadziły sprzymierzonych do zwycięstwa.

Jestem przekonany, że zarówno w przyszłości, jak i w przeszłości, będziemy mieli zapewnione cenne współdziałanie pańskie, panie prezydencie. W owocnej współpracy naszych ojczyzn widzę najcenniejszą gwarancję szczęścia, bezpieczeństwa i ustalenia panowania prawa w Europie. W imieniu Polski i jej rządu, których uczułem wiernym jestem wyrazicielem, wznoszę kielich za wielkość i pomyślność Francji, a jednocześnie za zdrowie znakomitego kierownika państwa, który z taką chwałą prowadzi je na drogę wielkich przeznaczeń.

W RATUSZU, d. 5 lutego.

Mowa prezydenta rady municypalnej paryskiej. P. le Corbeiller

Dzień, w którym rada miejska paryska ma honor i szczęście przyjmować u siebie prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej, głównego twórcę niepodległości polskiej oraz pierwszego Naczelnika Państwa Polskiego, budzi w nas niewypowiedziane wzruszenie, ze względu na wspólną przeszłość, na naszą gorącą przyjaźń, na cały wiek bolesnego oczekiwania, pełnego jednak niezłomnej nadziei, której dzisiejsza uroczystość jest ukoronowaniem.

Jest to dzień i zdarzenie o wielkiej doniosłości historycznej, a pańska — Panie Naczelniku Państwa — obecność wśród nas jest żywym dowodem, iż długo oczekiwany dzień ten stał się rzeczywistością. Odkąd istnieje Polska, odkąd istnieje Francja — serca obydwu państw były zgodnym tętnem. Zarówno Polacy, jak i Francuzi, pełni są tego samego płomienia kultu wolności, tego samego dumnego patriotyzmu, tej samej rycerskiej szlachetności i tego samego głęboko zakorzenionego przekonania, iż obydwom krajom przypada w udziale zaszczytna misja do spełnienia dla dobra całej ludzkości.

Na dwóch krańcach świata łacińskiego stanowimy wysunięte placówki cywilizacji łacińskiej i chrześcijańskiej. Stoimy na straży tych samych skarbów i bronimy tego samego dziedzictwa przeciwko tym samym najeźdźcom, opętany żądzą niszczenia. Fale Sekwany i Warty zdają się odbijać te same twarze, ta sama bowiem dzielność cechowała rycerzy Karola Martela, walczących z saracenami, jak i rycerzy Jana Sobieskiego, gromiących Turków. Prowadzili oni jednakowe walki w imię jednakowych ideałów.

To też w chwilach ciężkich prób zawsze dążyliśmy do zacieśnienia jeszcze większego naszej przyjaźni. W r. 1870, a następnie 1914 ochotnicy polscy zgłaszają się tłumnie pod nasze sztandary, by walczyć za naszą sprawę z tem samym legendarnym bohaterstwem i z tą samą niezłomną wiernością. Jeżeli Polska w ten sposób dochowała nam wiary, to, jak to pan wie, Panie Marszałku, i Francja dochowała wiary Polsce. Francja nigdy nie podpisała aktu sankcjonującego niesłychaną zbrodnię podziału Polski.

Podczas kiedy Polska przechodziła straszne etapy swojej Kalwarji — dusze nasze rozdzierała boleść, a nasza niemożność spieszania z pomocą była dla nas wiecznym wyrzutem. «Bóg za wysoko, a Francja za daleko», mówiono podobno w Polsce, lecz Polacy byli zapewne głęboko przekonani, że Francja oczekuje tylko chwili odpowiedniej, aby pomóc Polsce zerwać pęta. Przyjmowaliśmy na naszej ziemi w sposób braterski waszych wygnaneńców i emigrantów, dla których Francja stała się niejako drugą ojczyzną.

Z katedry w Collège de France rozbrzmiewały płomienne słowa Mickiewicza, a pełne nostalgii pieśni Szopena brzmiały w uszach naszych, jak skarga Polski umęczonej. Słowa pieśni legionów Dąbrowskiego «Jeszcze Polska nie zginęła» znajdowały odzew w całej Francji, która wołała do was słowami Lamennais:

«Spój, Polsko moja w tem, co oni nazywają, Twoim grobem. Ja wiem, że jest to Twoja kolebka.» Francja wołała do was głosem Wiktora Hugo: «Protest prawa przeciwko faktom żyje i zawsze ma moc. Polska dziś powalona — jutro znów stanie na nogi.» Proroce głosy naszych wieszczów sprawdziły się. Prochy Lamennais, Micheleta, Quineta, Wiktora Hugo musiały zadrzeć w swych grobach, kiedy wybiła ta wielka godzina historyczna, przewidziana i przepowiedziana przez nich, jako godzina dla jednych — kary, a dla drugich — sprawiedliwości. Duchy ich towarzyszyły waszym legionom na froncie francuskim i waszej armii narodowej, która jednocześnie stanęła murem przeciwko Niemcom i bolszewikom.

Duchy te razem z nami witają tu Pana, Panie Naczelniku Państwa. Cały wiek naszej historii jest tu niejako obecny, aby witać w Panu, Panie Naczelniku Państwa, żywe wcielenie zamartwychwstałej Polski. Polska niezwykła wkracza dziś na drogę nowego życia w podwójnej aureoli: męczeństwa i zwycięstwa i tuli ją do rozradowanego serca Francja, która cierpiała wraz z nią, walczyła wraz z nią i wraz z nią obecnie tryumfuje.

Mowa prefekta departamentu Sekwany. p. Autrand.

Pan, panie Marszałku, należysz do tych wielkich patriotów, którzy poświęcili całe życie sprawie przywrócenia niepodległości swego kraju. W szumie waszych lasów zdawałeś się słyszeć rozdzierające skargi pokonanych pod Maciejowicami i jęki dzieci, mordowanych tysiącami za rządów Paskiewicza i Murawjewa. Poprzysiągłeś sobie pomstę tych niewinnych ofiar. Dotrzymałeś słowa, Panie Marszałku. W walce bez wytchnienia, zwyciężyłeś wszystkie przeszkody i trudności.

Wiemy, jak wielką jest popularność Twoja wśród narodu polskiego. Zarówno chłopcy z równin mazowieckich, jak górnicy z Jaworzna,

robotnicy z Łodzi i Lublina, otaczają Cię jednokową czcią. Jesteś, Panie Marszałku, wcieleniem idei ojczyzny, która nie przestała podsycać czystego płomienia patriotyzmu w sercach polskich i dodawać im odporności i wytrzymałości, dzięki którym naród nasz pomimo klęsk i przesładowań utrzymał swe wielkie tradycje i niezachwianą wiarę w przyszłość.

Mam nadzieję, że odpowiem uczuciom Twym, Panie Marszałku, jeżeli przypomnę na tej uroczystości obraz, który Ci jest drogi. Po 20 latach wygnania Bronisław Piłsudski przybył do Paryża, aby razem z innymi znaleźć tu przytułek i prowadzić dalej propagandę na rzecz ojczyzny. W Paryżu też oddał ostatnie tchnienie ten człowiek niezmierniej dobroci, o którym powiedziano « że nie umiał nienawidzić nawet tych, którzy złamali mu życie ».

Łącząc w ten sposób pamięć Brata Twojego z hołdem, przez który chcieliśmy wyrazić nasz podziw dla Ciebie, panie Marszałku — nawiąujemy niejako łączność pomiędzy bolesną przeszłością a pomyślną teraźniejszością i wznosimy okrzyk na cześć triumfującej Polski.

Odpowiedź Naczelnika Państwa w Ratuszu.

Głęboko wzruszyły mnie piękne słowa, jakie przed chwilą usłyszałem. Dołączają one daleko poza tę salę i we wszystkich sercach polskich obudzą głębokie wspomnienie minionych nieszczęść, słuszną dumę z nadziei, które stały się nareszcie rzeczywistością, oraz z wspaniałych obietnic na przyszłość, pełną spokoju i twórczej pracy. A tej przyszłości najpewniejszym zakładem jest wielka przyjaźń między Francją a Polską.

W wymownych słowach przypomnieli Pan, Panie Prezydencie rady miasta Paryża, że w najbardziej ponurych chwilach naszych dziejów miasto Paryż było azylem, w którym wygnanci polscy z całą pewnością znajdowali zawsze braterskie przyjęcie. A znajdowali też serca zawsze gotowe ich zrozumieć, serca, które sprawę przyjaciół Francji czyniły sprawą swoją. Było to coś więcej niż gościnność. Było to przeniknięcie się wzajemnie w głębokiej wierze i w nadziei; tak powstała więź nierozdzielna, łącząca na zawsze Polskę z Francją.

Ale Paryż ma też inny tytuł do wdzięczności naszej. Wówczas, gdy wszelki objaw życia narodowego był naszymi ojczystej naszej systematycznie dławiony, wówczas to Polacy mogli byli utworzyć w Paryżu płomienny ośrodek patriotyzmu. Ośrodek, z którego przez usta ich poetów, uczonych i artystów wytryskały siły ożywe, aby bracia nasi mieli skąd czerpać męstwo i otuchę. I oto dlaczego kult Paryża tak głęboko zapadł w dusze polskie.

To też jakżeż lek budziły w Polsce nowe niebezpieczeństwa, na jakie było narażone miasto zawsze, gdy zagroził mu nieprzyjaciel, na którego zamachy tak długo było wystawione. I z jaką głęboką radością przyjęła Polska rozwiązanie się niebezpieczeństwa, które zostało oddalone od Paryża przez niezłomne męstwo mieszkańców, dzielność obrońców i geniusz przywódców armji. A gdy ostatnio Warszawa była wystawiona na podobne niebezpieczeństwo, natchnęła się przykładem Paryża i w wytrwałości własnej oraz w szlachetnej pomocy, z jaką pośpieszyła jej Francja, znalazła odwagę, aby stawić opór i siłę i aby zwyciężyć.

W tych wspaniałych salach, których widok stawi mi przed oczyma cały Paryż, spotyka mnie dzisiaj gorące przyjęcie, świadczące znów o wiernych i serdecznych uczuciach Paryża względem Polski. W jej też imieniu wyrażam Wam, Panowie, wdzięczność. Przypomnieliśmy tutaj przyczyny głębokiego uczucia, jakie łączy Paryż z Polską. Uczucie to jest najlepszym symbolem nierozdzielnej przyjaźni, jaka jednoczy Polskę z całą Francją — przyjaźni stanowiącej najtrwalszy zakład szczęścia i pomyślności dwóch tych krajów, a zarazem pokojowej, odbudowy Europy.

OD ADMINISTRACJI POLONII

Podajemy do wiadomości ogólnej, że numery POLONII można kupować w bardzo wielu kioskach z dziennikami. Z każdym tygodniem zwiększamy i ulepszamy rozsyłkę naszego pisma po tych kioskach, a jeżeli w którym z nich publiczność nie znajdzie POLONII, prosimy o łaskawe podanie nam adresu odpowiedniego kiosku.

W SORBONIE, d. 5 lutego.

Przemówienie ambasadora

P. Noulensa.

Panie Naczelniku Państwa!

« Przybywasz z pozdrowieniem braterskim do naszej armji i do naszych Zmarłych — to ci podszepnęła twoja dusza żołnierska. — Jutro będziesz zwiedzał wielkie pola bitew francuskich, pola, które dla wielkich wodzów będą na zawsze przedmiotem rozmyślań i badania. Ale ani Twe upodobanie w rzeczach wojny, ani Twe zamiary polityczne, tak ważne dla pokoju światowego, ani nawet entuzjastyczne przyjęcie przez ludność Paryża, która podejmuje w tobie pierwszego dostojnika narodu, szczególnie drogim sercom francuskim — wszystko to nie może odwrócić twej uwagi od tak znamiennej manifestacji, jaką są te odwiedziny w Sorbonie.

Albowiem należysz do narodu polskiego, do narodu, o temperamencie wojowniczym i o duchu przedsiębiorczym, do narodu jednak, w którym woła czynu nie zaćmiła nigdy świetnych zdolności naukowych, literackich i artystycznych. Zdobył terytorjalne i zwycięstwa, odnoszone nad krzyżakami, tatarami i turkami to nie jedyny składnik tej wielkości, jaką tętni dzieje Polski.

Okres chwaly orężnej był zarazem okresem postępu cywilizacyjnego, który uczynił Polskę średniowiecza i Polskę odrodzenia jednym z najbardziej kulturalnych narodów Europy.

W dalszym ciągu p. Noulens uczył pamięć wielkich władców polskich, wśród nich Kazimierza Wielkiego, Jagielly, Batorego i Sobieskiego, przypominając ścisły związek, jaki istniał zawsze między kulturą polską a francuską. Wylizył nazwiska luminarzy wiedzy polskiej, którzy kształcili się we Francji i zakończył.

Z « Collège de France », siostrzycy Sorbony, rozlegał się po świecie potężny głos Adama Mickiewicza, głos, w którym brzmiało wezwanie ludzi do solidarności, mającej oswobodzić Polskę. Świat usłyszał ten głos. Zwycięstwo cywilizacji nad barbarzyństwem i prawa nad przemocą, byłoby lichym i ułamkowym, gdyby męczeński naród polski nie został oswobodzony i gdyby nie znalazł się w rzędzie wielkich mocarstw. Otóż teraz, gdy Francja i Polska będą mogły swobodnie iść na równoległych drogach przeznaczonych ku pokojowej pomyślności — teraz tutaj, w tej Sorbonie, jak na waszych uniwersytetach, powinny wykuć się więzy niezłomnego związku między narodem polskim a francuskim. Niech studenci polscy śpieszą tutaj Pańskim śladem, Panie Naczelniku Państwa, bo znajdują tutaj — proszę mi wierzyć — takie same przyjęcie, jak nasi własni rodacy. Młodzież francuska — jesteśmy pewni — znajdzie w podobnym przypadku również serdeczną gościnność w Polsce. Przez wiedzę i nauczanie naród polski i francuski przeniknął się nawzajem do głębi duszy i odkrył w niej uczucia braterskie złożone we wspólnym ideale: sprawiedliwości i ludzkości.

Mowa rektora uniwersytetu paryskiego, p. Appela.

« Witam serdecznie Naczelnika państwa polskiego, marszałka Piłsudskiego, bohatera niepodległości narodowej, obrońcę prawa i cywilizacji.

Polska i Francja, to dwa bratnie narody, zespolone w ideale wolności, sprawiedliwości i szlachetności. Sympatje Francji do Polski sięgają dalekich czasów, kiedy to Francja monarchiczna toczyła walkę z świętym państwem rzymskim niemieckiego narodu. Załgł gdy pod koniec ośmnastego wieku Polska uległa podziałom, cała Francja odczuła boleśnie ten cios dążący do unicestwienia bratniego narodu.

W zwycięstwach Napoleona ukazało się Polsce na chwilę oswobodzenie, lecz po Lipsku i Waterloo zawarł się nad nią kamień grobowy...

W dalszym ciągu przypomnieli rektor Appel, że Francja musiała złączyć się sojuszem z cesarstwem rosyjskim, aby oprzeć się naciskowi germańskiemu i siłę Romanowych przeciwstawić sile Hohenzollernów, ale i wówczas nie zapomnieli o Polsce, a wypadki ostatnich lat wykazały, że polityka Francji była realną, bo oto idea sprawiedliwości obaliła grabieżcze państwa, Polska zmartwychwstała, zaś Alzacja i Lotaryngja są znów Francją. Teraz trzeba jąć się pracy, aby utrzymać naprzód cywilizację. Musimy wspólnymi siłami urzeczywistnić wzniosłą dewizę Kościuszki: « In servitudine dolor in libertate labor ».

Następnie wspomniawszy o życiu i zgonie brata Naczelnika Państwa, rektor Appel przeszedł do omówienia szkolnictwa polskiego, stwierdzając, że funkcjonuje ono już na wszystkich stopniach kształcenia młodzieży, z uniwersytetem w Warszawie, Lwowie, Poznaniu i Lublinie na czele. Zakończył słowami:

« Całe szkolnictwo francuskie, zasłają wraz ze szkolnictwem paryskim Polsce pozdrowienie braterskie i będzie szczęśliwe ze wspólnej pracy. Wiedza będzie odtąd służyła wolności i sprawiedliwości, nie przemocy i uciskowi. Proszę mi pozwolić, abym usymbolizował niejako ten związek, wręczając Panu, Panie Naczelniku Państwa, medal uniwersytecki Paryża.

Mowa Jana Richepina w Sorbonie.

— Wspaniałe widok tej sali, w której przedstawiciel Polski jest gościem naszego uniwersytetu, nawiązuje dawne tradycje, drogie narodowi polskiemu i francuskiemu, tradycje, na których wspomnienie wszystkie serca biją zgodnym tętnem.

Już od trzynastego wieku, nim Kazimierz Wielki założył uniwersytet krakowski, tę pierwszą szkołę, która niosła światło z nad morza Śródziemnego do krajów północy, już wówczas młodzież polska uczęszczała na nasz uniwersytet. Nie zaprzestała tego nigdy, teraz będzie czyniła to liczniej, niż kiedykolwiek, po tem święcie wzajemnego porozumienia. Dusze dwóch bratnich narodów, które porozumiewały się ze sobą w przeszłości, porozumiewać się będą i naprzyszłość. Nasi wielcy mężowie stanu zdawna wiedzieli, że silna Polska jest niezbędna dla pokoju europejskiego. Przypomnijmy sobie tylko wiek siedemnasty. Polska rozwija się pomyślnie, lecz grożą jej drapieżni sąsiedzi. I wówczas minister Colbert przedsięwziął jej obronę. Czyni to w liście, przynoszącym zaszczyt i temu, co go pisał i temu, który w nim otrzymywał naukę, a był to wielki król we własnej osobie. « Najjaśniejszy Panie — pisał Colbert — oświadczam Ci, że wydanie trzech tysięcy lirów na niepotrzebny bankiet sprawia mi niewypowiedzianą przykrość, zwłaszcza gdy równocześnie słyszę sprzeciw w sprawie paru milionów złota na pożyczkę dla Polski. Co do mnie, sprzedałbym wszystko co posiadam, zastawiłbym mienie, żonę i dzieci, gdyby było potrzeba, chodziłbym pieszo całe życie, bylebym tylko mógł udzielić tej pożyczki ».

W dalszym ciągu Richepin przypomina ciężkie próby, przez jakie przeszła Polska i szlachetną pomoc, jakiej udzielała narodem uciśnionym. Uczciwszy pamięć bohaterów i męczenników narodowych, która zmusza do ukochania narodu polskiego, Richepin zakończył takimi słowami: « Michelet opowiada co następuje: Gdy po ocaleniu Europy przez Jana Sobieskiego polscy zawieźli do Rzymu sztandary zdobyte na Turkach, zwrócili się do Papieża z prośbą o relikwie męczenników, aby mogli je złożyć w polskich świątyniach. I papież odpowiedział im wówczas: « Poco przychodzicie tutaj szukać relikwii? każda grudka ziemi polskiej jest relikwią, gdyż w każdej mieszczą się prochy męczenników. I u nas — zakrzyknął dalej Richepin — na północy, zniszczonej przez najazd i u nas wzdłuż Marny i naokoło Verdun ziemia francuska jest użyźniona prochami męczenników. Ale tym razem nie schowamy tych świętych popiołów jako relikwie, lecz uczynimy z nimi to, co nam nakazuje nasz ideał: Rzucimy prochy męczenników naszych i waszych na cztery strony świata europejskiego wraz z naszymi ideałami, a z tego chwalebego posiewu wyrosnie plon dla świata nowego, który się rodzi, plon zboża na chleb braterstwa, który będzie spożywała ludzkość w świętości i spokoju! »

W VERDUN, d. 6 lutego.

Przemówienie biskupa Ginisty.

« Mam honor złożyć Waszej Ekscelencji wyrazy czci i pozdrowienia w imieniu kleru miasta Verdun tu na progu tej starożytnej katedry panującej nad miastem. Wokoło tej katedry ześrodkowała się cała historia miasta. Obecnie

Wyszedł w osobnej odbitce nowy katalog książek świeżo nadeszłych do « Polonii » i na każde żądanie może być wysłany pocztą.

OD CIEBIE ZALEŻY

czy Górny Śląsk wróci

NA ŁONO POLSKIEJ MACIERZY

Pomóż natychmiast twym datkiem do zwycięstwa w plebiscycie

zrujnowana, lecz niedotknięta stopą najeźdźcy katedra nie może przyjąć pana, panie Naczelniku Państwa, w obrębie swych zabudowań, wśród tłumów, śpieszących, by Cię pozdrowić. Katedra nie może również przyjąć Pana, Panie Marszałku, koncertem swych dzwonów, ale otwiera ona serce na Twoje przyjęcie. Przyjeżdżając tu nie w celu zwiedzenia miasta, lecz, aby wraz ze świetnym otoczeniem najwyższych reprezentantów dwóch państw dokonać aktu pietyzmu, dając Panu, Panie Marszałku, wszystkim zbawienny przykład. Z Pańską, Panie Prezydencie, modlitwą podczas tej ceremonii połączą się gorące modły Polski i Francji, dwu narodów bratnich, związanych ze sobą zarówno w przeszłości, jak i w teraźniejszości tyimi więzami i pamiętającymi zawsze o swych obrońcach. Będziemy błagali Boga i Najświętszą Pannę i świętych patronów Polski katolickiej Kazimierza, Stanisława, Jadwigę, jak również i patronów Francji św. Wincentego, Pawła, Genowefę, Joannę d'Arc, którzy strzegli naszych krajów w dniach ciężkich prób i zjednali świetne zwycięstwo — aby zapewnił naszym państwom trwały pokój, pełen coraz większej pomysłowości.

Przemówienie mera p. Robin

W imieniu rady municypalnej miasta Verdun mam honor złożyć Panu, Panie Naczelniku Państwa, wyrazy wdzięczności za zaszczytną odznakę udzieloną miastu. Obrona miasta przez naszą bohaterską armję, straszliwa bitwa pod Verdun, która w ciągu długich miesięcy absorbowała uwagę całego świata, dominuje w historii ostatniej wojny. Ceremonja dzisiejsza przypomina mi inną, przypomina mi dzień, kiedy w obecności prezydenta Poincaré oraz prezesa polskiego komitetu narodowego Dmowskiego i gen. Gouraud, miałem zaszczyt wręczyć pierwszej brygadzie strzelców polskich sztandar, ofiarowany jej przez miasto Verdun. Od dnia tego wiele się zmieniło. Zwycięstwo armji naszych sprawiło, że miasto nasze zniszczone, lecz niezdobyte, ma zaszczyt witać w murach swoich Naczelnika Państwa i narodu polskiego. Z najwyższą radością przyjmujemy zaszczytną odznakę, jest ona bowiem emblematem przyjaźni, łączącej oba narody. Odznaka ta będzie umieszczona obok tych, które otrzymało od narodów sprzymierzonych miasto Verdun za swoje cierpienia i poświęcenia dla ojczyzny.

Przemówienie Naczelnika Państwa w Ratuszu

« Od czasu bohaterskiej obrony, w czasie wielkiej wojny, Verdun stało się symbolem odwagi i wytrwałości francuskiej. Jest ono teraz przedmiotem uwielbienia dla wszystkich tych, którzy nadzieje związane są ze zwycięstwem sztandarów francuskich. Sądzę, iż zbytecznym byłoby powtarzać jeszcze raz to, co jest głośne na cały świat i co już wam niejednokrotnie powtarzano. Pragnę tylko zaznaczyć, jaka zaleta narodu francuskiego wywołała przedewszystkiem mój podziw. Zajaśniała ona wspaniałym blaskiem w czasie wiekopomnej obrony Verdun : Nie może mieć dobrej armji państwo, nie posiadające dobrych obywateli. Chcąc złożyć hołd bohaterskim połączonym wysiłkom dzielnych żołnierzy i niemniej dzielnych obywateli, nadaję w imieniu Rzeczypospolitej Polskiej miastu Verdun order « Virtuti Militari ».

Przemówienie Naczelnika Państwa podczas udekorowania marsz. Petaina

Po zwiedzeniu kazamat twierdzy Verdun, Naczelnik Państwa ozdobił marszałka Petain orderem « Virtuti militari ». Na komendę « Bacznosc! » gen. Petain stanął przed Naczelnikiem Państwa, który wygłosił przemówienie następujące :

« Istnieją nazwiska ludzi i nazwy miejscowości, które nazawsze będą żywe w pamięci narodów. Dziś znajduję się na jednym z takich miejsc i wobec jednego z takich ludzi. Pańska sława wojenna, panie marszałku, dostatecznie już jest stwierdzona. Jeżeli pragnę dorzucić jeszcze w formie orderu wyraz hołdu ze strony Polski, to dlatego, że ten order jest dla nas wcieleniem najszczytniejszego honoru wojskowego. W imieniu Polski i jej armji, którą coraz ściślej braterstwo połączy z bohaterską armją francuską, wyrażam panu najwyższe uznanie, ozdabiając pana orderem Virtuti Militari. »

POLACY W ALZACJI I LOTARYNGJI DLA NACZELNIKA PAŃSTWA

Na wiadomość o przyjeździe do Francji Naczelnika Państwa kolonja polska w Alzacji i Lotaryngji postanowiła wysłać do Niego zbiorowy adres z wyrażeniem uczuć przywiązania i wdzięczności.

Adres ten, którego treść podajemy poniżej, został wykonany przez wybitnego artystę miejscowego, na pięknym pergaminie, ozdobionym kolorowymi rysunkami. U góry orzeł, przygotowujący się do lotu i trzymający gałąz laurową, symbol chwały i tryumfu. Wzdłuż obu brzegów motywy świerków alzackich. Wstążki o kolorach narodowych trzymały pieczęć z orłem. Pergamin był włożony do futerału z jedwabiu, na którym był wymalowany ręcznie następujący napis : Do Pana Marszałka Józefa Piłsudskiego, Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej.

Adres był podpisany przez 4 Towarzystwa Polskie, istniejące w Alzacji, i Lotaryngji, a mianowicie :

- 1) Towarzystwo Polskie Propagandy i Dobroczynności w Strasburgu,
- 2) Towarzystwo Polskie Propagandy i Dobroczynności w Metz.
- 3) Towarzystwo Polskie Krzewienia Oświaty w Nilvange-Knutange.
- 4) Towarzystwo Polskie Górników św. Barbary w Merlebach-Freyding.

Adres :

Czcigodny Panie Naczelniku Państwa!
Przyjazd Twój na gościnną ziemię Francji, z którą łączą nas Polaków więzy wspomnień niedoli i chwały, wspólne ideały, żywiołowa miłość wolności i, wreszcie, wspólne zwycięstwo, wzbudził w sercach Polaków, znajdujących się we Francji, niewypowiedzianą radość.

Witamy Cię, Czcigodny Panie Naczelniku Państwa, który jako pierwszy Prezydent Rzeczypospolitej Polskiej przychodzisz do Ludów Zachodu, jako symbol naszej zjednoczonej i niepodległej Ojczyzny. Przekonasz obcych, że Polacy umieją i miłować szczerze święte ideały ludzkości i oddawać się zarazem z całym zapalem wytrwałej i twórczej pracy.

Przyjmij, Czcigodny Panie Naczelniku Państwa od nas Polaków, pracujących w oswojonej Alzacji i Lotaryngji hołd naszych wdzięcznych serc za skuteczną obronę, przed najazdem bolszewickim naszej zagrożonej Ojczyzny i wyrazy bezgranicznego przywiązania oraz zapewnienie, że choć zdala od rodzimego kraju, współpracujemy w miarę sił naszych nad budową naszej niepodległej Ojczyzny oraz czuwamy nad nieskazitelnością imienia polskiego na obczyźnie.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

ADRES WETERANÓW 63 R.

(odczytamy i wręczony Naczelnikowi Państwa w d. 3 lutego).

Panie Marszałku !

Weterani walki o niepodległość r. 1863, stawiają się przed Tobą, Panie Marszałku, aby Ci złożyć cześć i hołd należny. — To, czego Ojcom naszym i nam przed 58 laty uzyskać się nie udało, — Polska wywalczyła za Twoją sprawą i pod Twoim przewodem. — Szczęśliwi, iż u schyłku żywota naszego, możemy w czcigodnej Twojej osobie powitać głowę wolnej i niepodległej Polski, wnosimy okrzyk : Niech żyje marszałek Piłsudski, Wódz Naczelny, Naczelnik Rzeczypospolitej Polskiej.

ADRES ZWIĄZKU POLEK

(wręczony Naczelnikowi Państwa w d. 3 lutego).

W imieniu Związku Polek przychodzimy wyrazić cześć i głęboką wdzięczność dla bohaterskiego Twórcy i Wodzcy Legionów, dla Oswobodziciela Matki naszej Polski, który zdjął piętno niewoli z czoła wszystkich jej dzieci, i w imię szlachetnych ideałów sprawiedliwości nadał jednakie i równe prawa wszystkim polakom i polkom. Imię Twoje Naczelniku jest zapisane na zawsze w sercach polskich żołnierzy i żołnerek, robotników i robotnic, w sercu ludu polskiego.

Z głębi duszy wołamy : dzięki Ci, cześć i chwała!

« Niech żyje Marszałek J. Piłsudski ! ».

Przemówienie pani Marji Szeligi przy wręczeniu sztandaru z r. 63 go.

(d. 3 lut. w gmachu poselstwa)

Panie Marszałku,

Wyrazić w kilku słowach radości, jaką są przejęte w tej chwili polskie serca, nie zdołam, więc zamiast słów, przynoszę Ci Panie Marszałku dar, który jest Ciebie godzien, i który będzie odemnie wymowniejszy. Oto chorągiew z Powstania 1863 r. Oddział, sformowany w Galicji pod dowództwem Juliusza Tarnowskiego, wyruszył z Dzikowa na bój. W kilka dni potem, na ziemi Sandomierskiej został rozбитo, scigani przez wroga, niektórzy powstańcy zdołali przepłynąć Wisłę pod Radowem do Galicji; jeden z nich ocalił sztandar, ofiarowany oddziałowi przez grono polskich kobiet, kryjąc go na przesiach, aby się nie dostał w moskiewskie ręce.

Droga ta pamiątka zwrócona została jednej z ofiarodawczyń, Matce mojej. Tę relikwję narodową składam w ręce Twoje Wodzu nasz i Przedstawicieli Polski Wyzwolonej!... Jestem szczęśliwa, że doczekałam tej chwili. Dzieckiem będąc o szarym świecie podawałam ten sztandar powstańcom; teraz, kiedy słońce wolności opromięniło naszą Ojczyznę, składam go w Twe bohaterskie ręce, na szczęście, na chwałę i cześć!... Niech żyje Polska! Niech żyje Marszałek Józef Piłsudski!

Przemówienie p. Bronisława Rotszta.

(d. 3 lut. w gmachu poselstwa)

Naczelniku!

W imieniu Zarządu Komitetu Obywatelskiego Pomocy dla Ofiar Wojny w Polsce przychodzimy złożyć cześć należną i hołd Przedstawicielowi Polski Wyzwolonej i oddać do rozporządzenia naszego Naczelnika skromną kwotę 50.000 marek polskich, zebraną ze składek tutejszej Kolonji w celu ulżenia nędzy w Kraju.

Szczęśliwi, że możemy oddać w szlachetne dłonie Pana Marszałka te grosze wdowie, będziemy nadal ze zdwojoną gorliwością spełniać nasze zadanie, które uważamy za nasz obywatelski obowiązek.

Niech żyje Polska! Cześć Marszałkowi Piłsudskiemu!

DEKLARACJE

Deklaracja polsko-francuska

Rzeczy francuski i polski w jednakim stopniu dbają o utrwalenie swojego bezpieczeństwa, jak również spokoju Europy, ponownie uznały wspólność interesów, łączących oba zaprzyjaźnione kraje, prztem zgodne są w stwierdzeniu woli skoordynowania swoich wysiłków i w tym celu utrzymania jak najściślejszego kontaktu w celu ochrony najważniejszych interesów.

Oświadczenie Naczelnika Państwa redaktorowi « Matina »

Bohatera Francja cierpiąca nie tylko dla siebie, ale dla wszystkich, a więc i dla nas : dla Polski. Gdyby między nami i wami nie było nic innego ponad to jedno — to samo wystarczyłoby, aby nigdy się nawzajem nie zapomnieć. Ale istnieje jeszcze wiele innych rzeczy. Przedewszystkiem rzecz w historii niebywała. Bo naogół biorąc, ludy zbliżają się do siebie z rozsądku lub ze skłonności wzajemnej. Francja zaś i Polska szły ku sobie zawsze, nie bacząc na chwilowe trudności, a czyniły to naturalnym biegiem rzeczy bez wysiłku, równocześnie przez skłonność wzajemną, jak i przez rozum. Bo dwa węzły potrzebne łączą Francję z Polską : miłość i wspólność interesów. Nie mam zwyczaju — zakończył marsz. Pilsudski — posługiwać się gładkimi zwrotami. Powiem więc tylko jedno : przynoszę Francji całą miłość Polski.

Oświadczenie Ministra Spraw zagr. Sapiędy Redaktorowi « Matina »

Dajmy — oświadczył minister — do największej intensyfikacji pracy. W tym kierunku zwrócone są wszystkie nasze wysiłki i całe natężenie woli.

Na uwagę redaktora p. Lausanne, że Polska posiada dwu sąsiadów, którzy bynajmniej nie ułatwiają tego zadania, minister Sapięda odpowiedział :

— Z pośród dwu naszych sąsiadów ten z zachodu dąży — zdaje się — narówni z nami do utrzymania pokoju, zrozumiawszy, że wojna nie jest bynajmniej interesem popłatnym. Stosunki z sąsiadem wschodnim układają się również pomyślnie. Rokowana w Rydze dobiega końca.

Niedługo zapewne nastąpi podpisanie traktatu, który powinien mieć cechy trwałości.

Zapytany, czy po wojnie Sowieckiej przeciwko Polsce nie grozi z ich strony wojna Rumunii — minister odpowiedział :

— Sądzę, że nie. Zdaniem moim — Sowiety mają już dość wojny i zdają sobie wybornie sprawę z tego, ile ona kosztuje. Omawiając w dalszym ciągu tę sprawę, minister oświadczył, iż nie może jej dokładniej sprecyzować. Będzie ona, prawdopodobnie, tematem rozmów między Naczelnikiem państwa i prezydentem Rzeczypospolitej francuskiej.

W sprawie stosunków z Czechosłowacją minister zaznaczył, iż stosunki te będą się mogły ułożyć po myśli polityki francuskiej.

W sprawie rosyjskiej, zaznaczył minister Sapięda, że pokój powszechny, którego wszyscy pragną, stanie się rzeczywistością wówczas dopiero, gdy uczestnicząca jego będzie także Rosja. Traktat z Polską będzie mostem, po którym Rosja wejdzie w pokój.

Oświadczenie ministra wojny Sosnkowskiego redaktorowi « Temps'a »

Nie szukamy wojny i nie pragniemy jej wcale, będziemy ją prowadzić tylko wtedy, jeżeli zostaniemy do tego zmuszeni. Należy jednakże wszystko przewidzieć i na wszelki wypadek zapewnić sobie zwycięstwo. Rząd polski, chcąc dać dowód, że dąży szczerze do pokoju, przeprowadził demobilizację połowy armji, jednakże możliwość szybkiego zmobilizowania sił zbrojnych, może tylko zabezpieczyć Polskę przed próbą nowego napadu.

Pokój niebawem zostanie podpisany, chociaż niemieccy agenci mają w tym interes, aby wszelkimi siłami systematycznie opóźniać jego podpisanie.

Armja polska jest zawsze gotowa spełnić swój obowiązek; w tej chwili pracuje nad utrwaleniem pokoju, którego gorąco pragnie.

Wymiana depesz pożegnalnych.

Naczelnik Państwa przed opuszczeniem Francji, wystosował z Verdun do prezydenta republiki francuskiej telegram treści następującej : « J. E. Pan A. Millerand, prezydent republiki francuskiej — Paryż.

Panie prezydencie ; Żegnając ziemię francuską, uważam za swój obowiązek wyrazić Panu moją wdzięczność za gościnne przyjęcie, jakiego doznałem. Pod świeżym wrażeniem oglądanego przed chwilą pola bitwy pod Verdun, przesyłam wyrazy hołdu dla bohaterskiego narodu francuskiego, serdecznej przyjaźni dla jego wielkiego przewodnika. »

(—) J. Pilsudski.

Prezydent republiki francuskiej odpowiedział następującym telegramem :

« J. E. Marszałek Pilsudski, Naczelnik Państwa Polskiego. »

Telegram, który pan w chwili opuszczania Francji, wystosował do mnie z Verdun, przemówił tak do mojego serca. Odwiedziłem Pana przychodząc do tego, by ściślejszym i skuteczniejszym uczynić związek naszych krajów dla ich wspólnego bezpieczeństwa i dla sprawy pokoju. Ponawiam wobec Pana, Panie Marszałku, moje najgorętsze i najserdeczniejsze życzenia wielkości i pomyślności dla Polski, a szczególnie — dla jej znamienitego Naczelnika Państwa. »

(—) A. Millerand.

Odpowiedź Izby Francuskiej Sejmowi Ustawodawczemu

Na telegram Sejmu, wyrażający Izbie francuskiej uczucia serdecznej przyjaźni, nadeszła następująca odpowiedź :

Marszałek Sejmu

Trampezyński

Sejm — Warszawa.

Izba Francuska Deputowanych powitała jednomyślnymi oklaskami depeszę, za pośrednictwem której powiadomił mnie Pan o cennej manifestacji Sejmu Polskiego z okazji przybycia do Francji okrytej sławą Naczelnika Państwa Polskiego. Jesteśmy szczęśliwi z powodu tego uroczystego potwierdzenia nierozdzielnej przyjaźni między Polską a Francją ze strony reprezentacji Waszego dzielnego narodu. Połączenie obydwu narodów przyniesie pożytek wielkiej sprawie pokoju i wolności świata. Koledzy moi polecieli mi prosić Pana o wyrażenie członkom Sejmu wraz z serdecznym podziękowaniem gorących życzeń pomyślności dla Polski.

Prezydent Izby Raoul Peret.

Dekoracja Prez. Milleranda, Marsz. Pilsudskiego i ministrów polskich.

W pierwszym dniu swego pobytu w Paryżu Naczelnik Państwa wręczył Prezydentowi Rzeczypospolitej Francuskiej, Millerandowi, odznakę orderu Orła Białego 1-szej klasy.

Marszałek Pilsudski, oraz ministrowie Sapięda i Sosnkowski otrzymali z rąk Prez. Milleranda wielkie wstęgi orderu Legji Honorowej — Generalny adjutant Naczelnika Państwa, ppułk. Wieniawa-Długoszowski odznaczony został stopniem oficera tegoż orderu Legji Honorowej.

Marszałek-Joffre kawalerem Virtuti Militari.

W południe dn. 9 b. m. minister Sosnkowski w gmachu Szkoły Wojskowej dokonał aktu uroczystego wręczenia, aczkolwiek w ściśłym gronie, marszałkowi Joffre'owi orderu « Virtuti Militari ». Ministrowi towarzyszyli : poseł Zamoyski, attaché wojskowy kapitan Dowbor, generał Pomiankowski, adjutant ministra Humnicki, oraz grono oficerów polskich. W przemowie, wygłoszonej do marszałka Joffre'a minister Sosnkowski podkreślił, że największym szczęściem dla żołnierza polskiego jest możność uczenia innego żołnierza, tak wielkiej zasługi, jak marszałek Joffre. Kierując pierwszą bitwą nad Marną — marszałek uratował nietylko Francję przed najazdem barbarzyńców, lecz i świat cały, to też Polska żywi dla marszałka tyle wdzięczności, co i Francja, bowiem bez zwycięstwa odniesionego przez Joffre'a Polska nie odzyskałaby niepodległości. Dumny jestem — zakończył min. Sosnkowski — że mogę wręczyć panu w imie-

niu Rzeczypospolitej polskiej i marszałka Pilsudskiego order « Virtuti Militari ». Marszałek Joffre przyjął ministra w otoczeniu swego sztabu i wyraził serdeczną wdzięczność za otrzymaną odznakę zaszczytną.

Przed plebiscytem na Śląsku Górnym

Termin plebiscytu na Górnym Śląsku.

« Rzeczpospolita » donosi, że termin plebiscytu na Górnym Śląsku dla ludności stałej odbędzie się 20 marca, zaś dla emigrantów 8 kwietnia.

Emigranci niemieccy.

Krakowskie Towarzystwo Obrony Kresów Zachodnich, jako Komitet Plebiscytowy Górnośląski, otrzymało wiadomość, że do dnia 3 bm., czyli do ostatecznego terminu ogłoszenia plebiscytowych, liczba zgłoszonych niemieckich emigrantów na Górnym Śląsku nie przekroczyła liczby 60.000, podczas gdy zapowiedzi niemieckie groziły fantastyczną liczbą 300 — czy też 400 tysięcy emigrantów w mniemaniu, że będzie można osiągnąć tę liczbę oszustwami i podstawaniami.

Żydzi polscy a plebiscyt.

Zjednoczenie Polaków wyznania mojż. wszystkich ziem polskich zwraca się do współwyznawców w całej Rzeczypospolitej z gorącym apelem do powszechnego udziału w akcji przed plebiscytowej na rzecz Górnego Śląska, Niechaj każdy obywatel, czy to w zrzeczeniu do którego należy, czy jako jednostka osobna największy, na jaki stać go datek, złoży do ogólnego funduszu narodowego w wielkim tygodniu górnośląskim. Niechaj wie o tem, że nikomu nie wolno się uchylać od spełnienia obowiązku patriotycznego, do którego powołuje go wola narodu, sprawiedliwość dziejowa, potrzeba Państwa i miłość Ojczyzny.

Rada Naczelna.

Tydzień górnośląski.

Szczegółowe sprawozdanie z Tygodnia Górnośląskiego podamy później. Wzięła w nim udział cała Polska.

Na co się zbiera pieniądze ?

1) Na wdowy, sieroty, kaleki z dwóch powstań na Górnym Śląsku, na co muszą być dane pieniądze przed plebiscytem, a na co potrzeba 40 — 50 milionów.

2) Na zabezpieczenie od wypadków kolejowych, napadów ze strony Niemców — potrzeba 10 milionów. W tej kwestji CKP zwracało się do towarzystw ubezpieczeniowych, które odmówiły ubezpieczenia jadącym ze względu na ekscesa, na jakie sobie pozwalali Niemcy na Warmji i Prusach Wschodnich. W tej sprawie rozmawiano już z korespondentem « Temps » i Waszyngtońskim, by wiadomość tę przesłać zagranicę.

3) Fundusze potrzebne są na czytelnice, które chcą urządzić, żeby pozostały jako wieczna pamiątka — potrzeba około 5 milionów.

4) Transport Górnoślązaków, którzy pojadą głosować — co wymaga 70 milionów marek.

Metryki dla Górnoślązaków.

Ministerjum spraw wewnętrznych w drodze telegraficznej poleciło wszystkim gminom wydawać niezwłocznie i natychmiast bezpłatnie metryki urodzenia osobom, pochodzącym ze Śląska i posiadającym prawo głosowania podczas plebiscytu.

Sfery finansowe na plebiscyt.

Warszawski komitet Giełdowy złożył 500.000 mp. na plebiscyt.

Bank Angielskopolski 250.000 mk., Dom Bankowy S. Natanson i S-wie 250.000 mk., Dom Bankowy D. M. Szereszowski 250.000 mk., korporacja agentów przysięgłych 200 tysięcy mk., Dom handlowy M. Muszkat 100.000 mk., Zachodnie Tow. dla handlu i przemysłu Sp. Akc. za pośrednictwem i P. Goldmana 100.000 mk., Dom handlowy J. Muszkat 50.000 marek, Bank Mazowiecki 100.000 mk., Bank Zjedn. Ziem Polskich 500.000 mk., Bank Wschodni 500.000 mk.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUUGUTTA 8

Oddziały i Agentury: Biała podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpij (Belgja).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chelm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doręczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. **BANK** opłaca najkorzystniejszą oszczędność we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).*

Warszawa dla Śląska

Ofiarność Warszawy w ciągu pierwszych dni trwania Wielkiego Tygodnia Górnośląskiego wyniosła z prowizorycznych obliczeń 25 milionów marek.

Rzemieślnicy zbrojowni warszawskiej na zebraniu odbytem w dniu 3 b. m. uchwalili opodatkować się na rzecz plebiscytu Górnośląskiego w wysokości 3 proc. od zarobków tygodniowych na przeciąg kilku tygodni (t. j. około 30.000 mk., tygodniowo. (Składka urządzona po zebraniu wykazała 2971.70 mk. i 10 rb. ros. w tem 1000 mk. od rzemieślnika warsztatów puzkarskich p. Stanisława Rafalika.

Urzednicy tramwajów miejskich ofiarowali jednorazowo 100.000 mk. na plebiscyt Górnośląski.

Jak Hindenburg straszy Górnoślązaków.

W. Bremie Hindenburg wygłosił przemówienie agitacyjne w sprawie plebiscytu na Górnym Śląsku. Od połączenia z Polską odstraszać wino Górnoślązaków, zdaniem Hindenburga: upadek waluty polskiej, upadek kultury polskiej i perspektywa, że Górnoślązacy będą musieli uzupełniać szeregi armii polskiej w jej ewentualnej walce przeciwko bolszewikom.

Uczni krakowscy na Górnym Śląsku

Krak. Sekretariat Tow. Obrony Kresów zachodnich podaje: Z największym uznaniem i wdzięcznością ludność polska na Górnym Śląsku powitała przybycie prof. Uniw. Jagiell. Dra Wacława Sobieskiego i Dra Kazimierza Nitscha, których wykłady cieszą się niebywałą frekwencją i stanowią zarazem znakomity dowód łączności Macierzy polskiej z Górnym Śląskiem. Wykład prof. Sobieskiego na temat: «Wojna europejska, jej przyczyny i skutki», zawiera głęboki materiał naukowy, dając słuchaczom pogląd na historię ostatnich 50-ciu lat, co w wysokim stopniu przyczynia się do podniesienia samowiedzy narodowej wśród słuchaczy. Prof. Dr Nitsch, jako przedmiot wykładu, który wygłasza w rozlicznych miejscowościach powiatów rolniczych, obrał sobie temat: «Rdzenna polskość narzecza górnośląskiego». Wywody znakomitego językoznawcy naszego i trud, który podjął, so- wicie się opłacają.

Bardzo szczęśliwym pomysłem był również adres krakowskiej Akademii Umiejętności i Uniwersytetu Jagiellońskiego do Górnoślązaków, wystosowany w ostatnich dniach przez Prezesa Akad. Dr. Morawskiego i Rektora Uniw. Dra Estreichera. Prasa górnośląska podała go w całości jako dowód, że wbrew oszczercom głosom niemieckim Polska od wieków bierze czynny udział w pracy kulturalnej i od wieków posiada pod tym względem rzetelne zasługi.

ROBOTNICZY POLSCY WE FRANCJI

Terrenoire.

Na zebraniu d. 9 stycznia r. b. Związek Robotników Polskich w Terrenoire powziął uchwałę utworzenia Koła Amatorskiego (teatralnego). Skutkiem tej uchwały Towarzystwo wzięło się z zapalem do pracy i w miesiąc potem t. j. d. 6. 11 r. b. urządziło na własnej scenie pierwsze amatorskie przedstawienie, odegrawszy 2 sztuki: *Blagostawienstwo Matki*, dramat w 3 aktach i komedję w 2 aktach, *Mosiek Szpekulant*. Amatorzy, pod kierownictwem towarz. Michajdy, wywiązali się świetnie ze swego zadania. Po przedstawieniu urządzono towarzyskie zabawy. Zarazem staraniem Związku urządzono składkę na rzecz Górnego Śląska i zebrano 157 franków, która to suma będzie odesłana do komitetu Zjednoczenia Górnego Śląska, do Warszawy.

Zasylamy Związkowi nasze serdeczne pozdrowienie i uznanie dla jego użytecznej pracy dla społeczeństwa i Ojczyzny.

Barlin.

Sokół w Barlin donosi nam, co następuje: Dn. 9 stycznia r. b. odbyło się walne doroczne zebranie. Do zarządu zostali wybrani druhowie: Wojciech Nawrot, prezes, Wawrzyniec Kubiak, zastępca, Stanisław Gwizdek, sekretarz, Wincenty Zieliński, skarbnik, Wincenty Janicki, naczelnik, Jan Nowakowski, zast. naczelnika, Franciszek Wolny i Bolesław Lechman, gospodarze. Zebrania i ćwiczenia odbywają się co drugą niedzielę w miesiącu o g. 3 po poł. w Szkole. Druhowie ubolewają, że nie mogą się gimnastykować w budynku, w którym się ćwiczyli Sokoli w Barlin przed wojną; tego budynku dziś Kompanja dać niechce, ale obiecuje wybudować inny, tylko że się jej z tem nie spieszy; poczekajmy, a pewnie kompanja obiecany budynek postawi. Wtedy każdy Polak z Barlin powinien przychodzić na ćwiczenia, a nie siedzieć przy kartach i ciężko zapracowane pieniądze przegrzywać, bo jak pieniądze przegrzywać, to się sami okradacie; a ponieważ dziś mamy Ojczyznę Wolną, więc jest powinnością każdego starać się jaknajprędzej do Niej wrócić, bo dosyć już tego tułactwa po obcych krajach, ale aby dostać się do Naszej Ukochanej Polski, trzeba mieć pieniądze; nie możemy Jej wyzyskiwać, bo ona sama biedna, Nasza Polska, jak gospodarz, który dostał zabudowania, ale sam nic nie ma, dopiero pracuje, aby jedno po drugim sprawić. A my wszyscy jesteśmy dziećmi Naszej Ojczyzny, a jako dobrych dzieci, jest naszą powinnością starać się, aby nasza matka Ojczyzna do najlepszego rozkwitu doszła, a gdy

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, o godziny 2 do 6 po południu.

tak czynić będziemy, to nie tylko Naszej Matce pomożemy, ale i przez wszystkich szanowani będziemy, jako Naród pracujący i oszczędny. Tylko w ten sposób, a nie inny nazawsze naszego tułactwa pozbyć się możemy. A nie przeklinajmy, jak się często słyszy, że w Polsce to i owo nie tak, bo to się nie należy, a wrogowie nasi tylko z tego zkorzystają. Mamy teraz wolną Polską, rozpocznijmy nową pracę i zabiegi, a wszystko przyjdzie z czasem; tylko pracujemy w zgodzie, jedności i oszczędności.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Wojenne przygotowania Czech.

Z Pragi donoszą: W dniach ostatnich zauważać się daje silne przesuwanie wojsk czeskich w kierunku wschodnim. Fakt ten odpowiada naprężonym stosunkom pomiędzy Czechami a Polską.

Zawarcie konwencji militarnej pomiędzy Francją a Polską, wykluczające pomoc Francji dla Polski, w razie wojny z Czechami, rozzuł chwala Czechów. Powołują się oni na to, że Polska nie ratyfikowała do tej chwili układu w sprawie podziału Śląska Cieszyńskiego i pragną uprzedzić spodziewaną polską akcją agresywną na Śląsku.

Dzienniki niemieckie donoszą z kół poinformowanych, że istotnie dokonano dyzlokacji wojsk w kierunku granicy wschodniej, lecz nie ze względu na rzekome zaostrenie się sytuacji zagranicznej, ale wyłącznie ze względów wojskowych.

Granica Śląska Cieszyńskiego.

«Narodni Listy» donoszą z Paryża, że rada ambasadorów ustaliła definitywnie granice Śląska Cieszyńskiego na posiedzeniu w dniu 7bm. odrzucając zarówno czesko-słowackie, jak polskie wnioski, przedłożone przez powołanych do tego zastępców w międzynarodowej komisji delimitacyjnej i rozkazała komisji delimitacyjnej, aby przy ostatecznym wytyczeniu granic na Śląsku Cieszyńskim zastosowała zasady najwyższej rady koalicyjnej, wyrażone w decyzji w Spa z dnia 28 czerwca 1920. Odbędzie się w Opawie posiedzenie komisji granicznej, na którym będą sankcjonowane ostatecznie definitywne granice Śląska Cieszyńskiego.

«Morawsko-Sleski Dzienik» omawiając wiadomości paryskie o potwierdzeniu przez radę ambasadorów rozstrzygnięcia o granicy Śląska Cieszyńskiego, stwierdza, że opinia publiczna w Czechach przyjmie wiadomość tę z rozumą i spokojem, albowiem Czesi nie łudzili się co do ewentualnych zmian granic Śląska Cieszyńskiego. Natomiast po stronie Polski będzie rozczarowanie znaczne, ponieważ Polacy głosili bezustannie, że Śląsk Cieszyński bezwarunkowo będzie polski.

Orzelki Polskie

METALOWE. NIECZERNIEJĄCE



jak obok
8 fr. »

Z przes.
8 fr. 75

mniejs.
4 fr. 50

Z przes.
5 fr. 25

Szpilki do krawatów z orzełkiem
3 fr. 50, z przesyłką 4 fr. 25

**DO NABYCIA W ADMINISTRACJI
POLONII**

3 bis, rue La Bruyère

Z powodu obowiązku przystąpienia do sakramentów św. w czasie Wielkanocnym, będzie mógł każdy znaleźć sposobność wypowiedzenia się w języku polskim przed albo po nabożeństwie w Assomption, a względnie w kaplicy zakładu św. Kazimierza (Rue du Chevaleret 419, Metro: Chevaleret) każdego dnia wieczorem, i w każdą niedzielę w godzinach popołudniowych.

Przywilej dyspensowania od postu t. j. obowiązku jednorazowego posiłku do sytości w ciągu dnia (z wyjątkiem niedziel i świąt) przysługuje obok właściwych duszpasterzy także spowiednikom. — Istnieje prócz tego obowiązek t. zw. abstynencji t. j. wstrzymania się od potraw mięsnych w środy i piątki Wielkopostne.

Obchód 58-iej rocznicy Powstania Styczniowego.

Obchód rocznicy powstania Styczniowego, urządzony staraniem Sokola paryskiego, odbędzie się w sobotę d. 26 Lutego r. b. (początek o g. 9 wiecz.) w Salle Geographique, Bd. Saint-Germain 184. Na program obchodu złożą się: przemówienie prezesa Sokola p. W. Milkuszycy i dwie konferencje: p. Dr. B. Motza i p. St. Szpotańskiego, i część koncertowa z udziałem wybitnych artystów: sympatycznej i wielokrotnie oklaskiwanej śpiewaczki, pani Downar-Zapolskiej, znanego pianisty p. Gaillard, skrzypka-profesora p. Syrewicza i popularnego pieśniarza p. Lubelskiego.

Połowa dochodu ze sprzedaży programów na plebiscyt na Górnym Śląsku. Mamy nadzieję, że kolonja polska licznie się zgromadzi, aby uczcić ten narodowy obchód.

Wystawa polskiego artysty.

Znany zaszczytnie artysta malarz, Jan Peské, nasz rodak, urządził w Galerji Devambeza, przy bulwarze Malesherbes wystawę swych prac w czasie od 1 do 15 lutego, obrazy olejne, rysunki tuszem, akwarele i akwaforty. Wystawa cieszyła się wielkiemu znaniem u publiczności i u krytyki; nie dziwnego, bo p. Peské zdawna zasłużył sobie rzetelnie na sławę tegiego i oryginalnego artysty, jako pierwszorzędnego pejzazysta o jednym kolorzycie.

Wśród nabywców zauważyliśmy i Rząd francuski, który zakupił jeden z pejzaży paryskich naszego rodaka, któremu z tego powodu zasylamy szczerze powinszowania.

Uznanie dla polskiego artysty.

Rząd francuski zakupił krajobraz « La Dordogne » znanego artysty malarza, p. Włodzimierza Terlikowskiego, na wystawie dział tego artysty, która odbyła się niedawno przy ulicy Boëtie.

Apprenez le FRANÇAIS
et les autres LANGUES VIVANTES

A L'ÉCOLE BERLITZ

31, boulevard des Italiens

Prospectus Q franco. sur demande

UCZCIE się FRANCUSKIEGO
i innych

JĘZYKÓW NOWOŻYTNYCH

w SZKOLE BERLITZ'A

31, boulevard des Italiens

Prospekty Q bezpłatnie, na żądanie.

Doktor J. MALINIAK

b. Asystent paryskich szpitali miejskich
Przyjmuje 34, rue Greuze (XV^e), metro Trocadero. — Tel. Passy 20—68 codziennie prócz niedziel i świąt od g. 6 do 7 w.

Cours et leçons particulières de chant

donnés par Mlle NELLY EYNOLS
de l'Opéra de Varsovie.

Méthode infailible et rapide pour la pose et la correction de la voix

Etude de tous les répertoires. Audition mensuelle des élèves
Lundi, mercredi, vendredi de 5 à 7 heures
2, PLACE DE LA SORBONNE.

EXPORT-UNION

KONCESJONARJUSZE FABRYK

26, rue Richer w Paryżu — Tel. { Louvre 04-74
Bergère 38-98
56-58, Allées de Meilhan w Marsylji — Tel. 42-25

PRODUKTY CHEMICZNE

dla przemysłu: lakierniczego, malarskiego, kauczukowego, papeteryjnego, blicharskiego.

Siarka, Boraks, Guma Lakowa, Skoncentrowany Siarek Sodowy, Wyciąg Kompesowy, Ałun Chromowy, Dwuchromian Sodowy.

Obchód rocznicy powstania 63 r. w «Kole Polskiem» w Nicei.

Zeszłej niedzieli, 58 rocznicę powstania styczniowego uczciła liczna kolonja polska na Rivierze imponującym obchodem.

Obszerny lokal «Kola» był przepelniony publicznością nietylko polską, ale i francuską, włoską i angielską.

Głębokie, pełne oratorskiej swady słowo wstępne wygłosił wice konsul polski, pan Stachiewicz. Rozwinął historję powstania polskiego, które stały się fundamentem naszego zjednoczenia i wolności, — wezwał zebranych do zgody i pracy tembardziej, że prądy rewolucyjne przenikające do nas z państw pokonanych, tak wielce obniżają wydajność pracy naszego społeczeństwa. «Jeżeliśmy, — kończył mówca — potrali z zaparciem się siebie dzwigać krzyż cierpienia i wiekowej niewoli, — okażmy się dziś godnymi cudu Zmartwychwstania».

Część artystyczna wykonana była przez pierwszorządne siły fachowe. Halka Ducrain Hulewicz porывała obecnych swą deklamacją; panna Klimecka skrzypaczka, odegrała przepięknie mazurek Wieniawskiego i nocturn bemoł Szopena; pani Wichlińska odśpiewała kilka pieśni Galla i Rudkowskiego, wreszcie baryton opery p. A. Cordero śpiewał wyjątki z oper Massenetta i solo z «Hrabiny» Moniuszki.

Publiczność każdy punkt programu gorąco oklaskiwała i stale zmuszała solistów do nadatków.

Wśród obecnych zauważono ks. Alberta Radziwiłła, ks. Lubomirskich, hr. Broel-Platerów, hr. Starzeńskich, pp. Kozieli-Poklewskich, Czarnowską, Podlewskich, Markizów de Rossi, Vanutelli, Miss Thomson, Marcinkiewicza, ks. Borodzieza, Nowicką Złotowską, Witkowieza, Podhorskich i. t. d.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-43

Wykonywuje wszelkie druki polskie. Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe. Broszury. Formularze. Zaproszenia. Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski
w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.
Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

403, boulev. du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.



WODA KWIATOWA
ZMARTWYCHWSTANIA

ST. BROCARD & CO
PARIS

GROS ET DÉTAIL
8, RUE NOUVELLE (IX^e Arr^t)

O chór polski.

Od znanego artysty p. Al. Lubelskiego otrzymujemy następujący list z prośbą o umieszczenie:

«Kolonja paryska przypomina sobie bezwzajemnie chór, który pod nazwą *Pieśń* założyliśmy i wykształciliśmy wspólnie z nieodżałowanej pamięci Dr. Janowiczem. Wojna, jak wiele innych rzeczy, rozwiła i *Pieśń*. Brak chóru polskiego coraz silniej daje się uczuć w Paryżu, trudno wyobrazić sobie teraz jakikolwiek obchód narodowy bez *Pieśni*.

Wychodząc z tych pobudek, postanowiliśmy wskrzesić nanowo *Pieśń* i w tym celu zapraszam dawnych jej członków jak i wszystkich interesujących się tą sprawą, na zebranie organizacyjne na czwartek, d. 24 lutego, o godz. 8 i pół wieczorem w lokalu POLONII, 3 bis rue La Bruyère.

A. Lubelski.

Sokół paryski.

Sokół zaprasza druhów i gości na zebranie, które się odbędzie d. 19 Lutego (sobota) o g. 8 i pół wiecz. w sali kawiarni Choje de la Fontaine 36 rue Richelieu. Ponieważ Sokół przystępuje do ćwiczeń, na zebraniu będzie sporządzona lista osób, które zechcą regularnie i niezawodnie uczęszczać na ćwiczenia.

Zebranie będzie urozmaicone krótkim odczytem o Naczelniku Piłsudskim, pogadanką o znaczeniu gimnastyki i muzyką.

